



**RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL  
(1<sup>er</sup> octobre 2012 – 31 Mars 2013)**

**Exercice 2012/2013**

## **SOMMAIRE**

- 1 - Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel**
- 2 – Rapport d’activité semestriel**
- 3 – Etat Consolidé de Situation Financière Intermédiaire au 31 mars 2013 et annexes**
- 4 – Rapport des Commissaires aux Comptes sur l’information financière semestrielle**



**RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL :**

Monsieur Jean-Christophe MIFSUD, Président du Conseil d'Administration

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Toulouse, le 31 mai 2013

Jean-Christophe MIFSUD

Président du Conseil d'Administration



**RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL  
AU 31 MARS 2013  
(1<sup>er</sup> octobre 2012 – 31 mars 2013)**

En application des dispositions des articles R232-13 du Code de Commerce, L451-1-2 du Code Monétaire et Financier et 222-4 du Règlement Général de l'A.M.F., nous vous présentons le rapport d'activité semestriel d'Alpha MOS.

**1 – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE**

Le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> octobre 2012 a été marqué par la poursuite des actions visant à rétablir l'équilibre économique de la société.

Au plan commercial, la société a accentué ses efforts de prospection sur l'ensemble de ses marchés. Ces actions ont donné des résultats variables selon les zones géographiques concernées :

- En Europe, hors France, la société a réalisé plusieurs ventes importantes et poursuivi le développement d'un réseau de partenaires distributeurs.
- Sur le marché français, l'activité s'est progressivement ralentie du fait de l'arrêt de commercialisation de certains produits et prestations à faible marge, afin de focaliser les ressources sur le cœur de métier.
- Aux Etats-Unis, les actions commerciales ont été contrariées en début de période par les incertitudes macro-économiques qui ont amené des reports de décisions d'investissement. Les performances de la période sont donc inférieures à celles du 1<sup>er</sup> semestre 2011/12, avec cependant une inflexion favorable en début de 2<sup>ème</sup> semestre.
- Au Japon, après un début de semestre difficile, l'activité sur la période est identique à celle de l'exercice précédent, tandis que le carnet de commandes en fin de période est en nette amélioration, augurant d'une progression de l'activité par rapport à l'exercice 2011/2012.
- En Asie, l'activité est en progression par rapport à l'exercice antérieur, avec un carnet de commande en forte croissance en Chine, témoignage de l'activité des nouveaux distributeurs. Dans le reste de l'Asie, l'activité demeure dynamique en Corée et en Thaïlande
- Dans l'activité Environnement, la période a été marquée par la conclusion d'un contrat au Chili.

Le Chiffre d'affaires a évolué comme suit :

Données en K€	2012/2013	2011/2012	Variation	Variation (%)
1 <sup>er</sup> Trimestre	1.942	2.376	- 434	- 18,3 %
2 <sup>ème</sup> Trimestre	2.295	1.736	+ 569	+ 32,2 %
Total Semestre	4.237	4.112	+ 135	+ 3,0 %

Le projet Perséides s'est poursuivi sur la période et doit déboucher sur une livraison partielle avant la fin de l'exercice.

Au plan financier, l'entreprise a poursuivi ses actions afin de sécuriser sa structure financière. Elle a mis en place diverses mesures visant à réduire ses coûts d'exploitation.

En termes de financement, en complément de la mobilisation du CIR 2011 (pour 550 K€), et après l'obtention d'un accord d'échelonnement CCSF d'une durée de 18 mois, la société a réalisé fin mars 2013, conformément à la stratégie de renforcement des fonds propres exposée lors de la présentation des comptes 2011/2012, une première augmentation de capital d'un montant de 420.000 euros.

En matière de Recherche et développement, la société a poursuivi l'évolution de ses équipements. Elle a initié les projets de recherche collaborative des consortiums Open Food Systems (OptiCook) et Object's World qui s'inscrivent dans le cadre du déploiement de micro-capteurs dans la vie quotidienne.

A ce titre, elle a aussi franchi 2 étapes dans le développement de ses micro-capteurs :

- Définition d'un process de pré-industrialisation et mise au point
- Signature d'un contrat de développement avec un utilisateur final visant notamment à démontrer l'utilité de micro-capteurs d'odeurs dans un produit grand public.

## **2 – REVUE DES ELEMENTS FINANCIERS**

### **EXPLOITATION**

Malgré une légère progression de l'activité à 4,237 M€ (contre 4,111 M€), et les premiers effets de maîtrise des coûts de fonctionnement, le résultat net part du groupe est déficitaire de 1,313 M€ (contre 0,947 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2011/12).

Cette dégradation doit cependant être analysée à la lumière de 2 évolutions importantes par rapport à l'exercice précédent :

- Impact du CIR : Au 1<sup>er</sup> semestre 2011/12, la société avait comptabilisé des CIR rectificatifs au titre d'exercices antérieurs pour un montant de 648 K€. Le résultat retraité de cet élément non récurrent s'établissait ainsi à – 1,595 M€.
- Par ailleurs, la société a procédé à une réévaluation des risques auxquels elle est exposée au titre de ses opérations courantes. Elle a décidé de constituer à ce titre des provisions pour un montant net des reprises de 500 K€ (contre 70 K€ en 2011/12).

Le taux de marge brute s'établit à 66,4 % (contre 67,7 % au 1<sup>er</sup> semestre précédent) ce qui marque une amélioration par rapport au taux de marge moyen sur l'exercice 2011/2012 (64,5 %). L'impact net de l'évolution de la marge est une amélioration de 30 K€.

Les charges d'exploitation, y compris les variations de provisions, sont en diminution de 3,8 % à 4.388 K€ (contre 4.554 K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2011/12).

Cette évolution reflète :

- une diminution de 14,7 % des charges de personnel
- une diminution de 12,4 % des autres charges externes,

consécutives aux actions engagées depuis le printemps 2012, malgré la prise en compte sur le semestre de certains coûts de conseil non récurrents (liés notamment à l'augmentation de capital).

L'EBITDA retraité des autres produits d'activité courante, indicateur le plus pertinent de la capacité bénéficiaire opérationnelle de l'entreprise, passe d'une insuffisance de – 1.497 K€ au 1<sup>er</sup> Semestre 2011/2012 à – 887K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2012/2013 (et – 2.768 K€ sur l'exercice 2011/2012).

Toutefois, cette amélioration demeure insuffisante pour dégager un résultat bénéficiaire.

Malgré un résultat financier légèrement positif, et en l'absence de charge d'impôt, le résultat net part du groupe s'établit en perte de 1,313 M€ (contre 0,95 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre précédent).

### **STRUCTURE FINANCIERE**

Compte tenu des pertes subies sur la période, et malgré l'augmentation de capital réalisée, la structure financière a connu une dégradation.

Les capitaux propres consolidés s'établissent à 0,6 M€ (contre 3 M€ au 31 mars 2012).

La société a cependant engagé la diminution de son endettement par rapport au 30 septembre 2012:

- les dettes financières à long terme ont été ramenées à 1,1 M€ (contre 1,4 M€ au 30 septembre 2012)
- les dettes financières à moins d'un an s'établissent à 0,9 M€ (contre 0,8 M€)
- les dettes fournisseurs et autres passifs courants non financiers s'établissent à 3,3 M€ (contre 3,6 M€ au 30 septembre 2012)

Le groupe n'a pas mis en place de nouveau concours financiers à moyen terme. Il a mobilisé ses créances d'exploitation auprès d'une société d'affacturage et le CIR 2011 auprès d'OSEO.

Par ailleurs, il a poursuivi la réduction de ses stocks et de son poste clients et limité les investissements.

Grâce à l'augmentation de capital réalisée en mars 2013, la trésorerie reste stable par rapport au mois de septembre 2012.

### **RISQUES ET INCERTITUDES**

En application de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF, le Groupe est appelé à se prononcer sur les risques et incertitudes sur les 6 mois jusqu'à la fin de l'exercice.

Le carnet de commandes au 31 mars 2013 donnait une visibilité sur le chiffre d'affaires prévisionnel à 2 mois. Il s'établissait 2,77 M€, stable par rapport au 31 décembre 2012 mais en forte progression par rapport au 31 mars 2012 (2,04 M€). Sur ce montant, les instruments représentent 1,68 M€ (contre 1,77 M€ au 31 décembre 2012 et 0,97 M€ en Mars 2012).

A ce jour, la visibilité du chiffre d'affaires est similaire. Au-delà, les ventes sont conditionnées par des commandes à signer et à livrer avant le 30 septembre 2013.

La société ne présente pas de dépendance à un client.

Elle est engagée dans un certain nombre de litiges qui ont fait l'objet des provisions adaptées.

L'ensemble des risques sont décrits dans les annexes à l'Etat Consolidé de Situation Financière intermédiaire.

Il existe un risque qu'en cas de ventes insuffisantes, la société ne dispose pas d'un volume de créances à mobiliser suffisant pour exécuter ses engagements. Il existe un risque que certaines créances de la société ne soient pas mobilisées par ses partenaires financiers en raison de la nature ou de la localisation des débiteurs.

L'Assemblée Générale réunie le 27 mars 2013 a décidé une augmentation de capital de 420.000 euros qui a été intégralement souscrite et a donné au Conseil d'Administration l'autorisation de réaliser des opérations financières en vue de renforcer les fonds de la société.

Le Conseil prévoit de faire usage de ces possibilités pour poursuivre le renforcement des capitaux propres de la société au cours des prochains mois.

### **3 – EVENEMENTS POSTERIEURS**

Un salarié démissionnaire a initié un contentieux prudhomal. La société conteste les prétentions.

La tranche conditionnelle du contrat de Prêt de Total Développement Régional a été libérée au mois de Mai (100 K€) et la société a perçu le solde du CIR 2011 qu'elle avait mobilisé.

Le groupe a annoncé la conclusion d'un contrat de développement avec la société Haier intervenu fin mars.

#### **4 – PERSPECTIVES**

Compte tenu de la perte déjà supportée sur le 1<sup>er</sup> semestre, l'exercice 2012/2013 sera déficitaire.

La société a pour objectif d'enregistrer une progression de son activité par rapport à l'exercice 2011/2012 et de poursuivre la réduction de ses pertes opérationnelles.

Comme indiqué, tout en poursuivant la réduction de ses coûts de fonctionnement, la société a pour objectif de poursuivre la reconstitution de ses fonds propres par la réalisation d'une ou plusieurs augmentations de capital avant la fin de l'exercice.

Fait à Toulouse, le 31 mai 2013

Le Conseil d'Administration



**ALPHA M.O.S SA**

**EXERCICE 2012/2013**

**ETAT CONSOLIDE  
DE SITUATION FINANCIERE INTERMEDIAIRE  
AU 31 MARS 2013**



## ETAT DE SITUATION FINANCIERE - ACTIF

ACTIF		31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
	Notes	(6 mois)	(12 mois)	(6 mois)
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations incorporelles	8	742 906	734 464	817 190
Ecart d'acquisition	6,14	448 921	483 921	483 921
Immobilisations corporelles	9	367 545	421 330	590 760
Immobilisations financières	10	200 557	159 387	187 714
Autres actifs non courants	11	0	0	100 000
<u>TOTAL I</u>		<b>1 760 009</b>	<b>1 799 101</b>	<b>2 179 585</b>
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et en-cours	14			
	12	925 291	1 129 519	1 340 780
Clients et comptes rattachés	13	1 815 467	2 351 064	1 212 977
Autres actifs courants	15	1 293 868	1 791 065	1 869 002
Placement à court terme			45 257	45 257
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	678 786	519 205	488 289
<u>TOTAL II</u>		<b>4 713 414</b>	<b>5 836 111</b>	<b>4 956 306</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>6 473 423</b>	<b>7 635 215</b>	<b>7 135 886</b>

A compter de l'établissement de la situation au 31 mars 2013, afin d'améliorer la lisibilité des états financiers, les valeurs mobilières de placement faisant l'objet d'un nantissement au bénéfice d'un tiers à titre de garantie sont classées dans les immobilisations financières. Ces valeurs apparaissaient dans les Actifs courants – placement à court terme dans les précédents documents financiers.

## ETAT DE SITUATION FINANCIERE - PASSIF

PASSIF	Notes	31/03/2013 (6 mois)	30/09/2012 (12 mois)	31/03/2012 (6 mois)
<b>Capitaux propres</b>				
Capital	17	833 613	781 113	781 103
Primes liées au capital		1 349 236	12 164 084	12 163 881
Réserves		- 192 505	- 8 912 182	- 8 912 858
Résultat de l'exercice		-1 313 029	- 2 461 602	- 947 395
Ecarts de conversion		- 109 654	- 48 259	- 40 049
Subventions d'investissements				
<u>TOTAL I</u>		<b>567 661</b>	<b>1 523 155</b>	<b>3 044 683</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Provisions pour risques et charges	18,19	555 539	234 239	152 395
Passifs financiers à long terme	20	1 152 345	1 456 826	736 325
		<b>1 707 884</b>	<b>1 691 065</b>	<b>888 720</b>
<b>Passifs courants</b>				
Passifs financiers à court terme	20	918 781	784 122	427 857
Fournisseurs et comptes rattachés		1 281 337	1 779 821	1 297 628
Autres dettes et comptes régul		1 997 760	1 857 052	1 477 000
<u>TOTAL II</u>		<b>4 197 878</b>	<b>4 420 995</b>	<b>3 202 485</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>6 473 423</b>	<b>7 635 215</b>	<b>7 135 886</b>

# COMPTE DE RESULTAT

	Notes	31/03/2013 (6 mois)	30/09/2012 (12 mois)	31/03/2012 (6 mois)
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>4 237 237</b>	<b>8 589 098</b>	<b>4 111 883</b>
Autres produits des activités courantes	26	182 278	984 760	816 454
Variation stock de produits finis		96 218	523 774	522 372
Achats consommés		- 1 520 978	-3 571 302	- 1 849 658
Charges de personnel	25	- 2 205 096	-4 912 467	- 2 585 617
Autres charges externes		- 1 425 586	-3 221 184	- 1 627 284
Impôts et taxes		- 67 931	-175 747	- 68 852
Dotations aux amortissements		- 180 388	-376 093	- 201 971
Variation des provisions		- 465 468	-215 869	- 70 077
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	-35 000		
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>- 1 384 709</b>	<b>-2 375 032</b>	<b>- 952 750</b>
Autres produits et charges opérationnels	28	24 924	-51 122	29 979
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>- 1 359 785</b>	<b>-2 426 154</b>	<b>- 922 770</b>
<b>Résultat financier</b>	29	<b>46 757</b>	<b>13 774</b>	<b>- 19 978</b>
<b>Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts</b>		<b>- 1 313 029</b>	<b>-2 412 381</b>	<b>- 942 748</b>
Impôt sur les bénéfices	24	0	-49 221	- 4 646
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>- 1 313 029</b>	<b>-2 461 602</b>	<b>- 947 394</b>
Part revenant aux intérêts minoritaires			0	0
<b>Résultat net part de groupe</b>		<b>- 1 313 029</b>	<b>- 2 461 602</b>	<b>- 947 394</b>

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros	31/03/2013	30/09/2012	30/03/2012
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>- 1313</b>	<b>-2462</b>	<b>- 947</b>
Ecart de conversion	-62	-22	-7
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-62	6	-7
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-1375</b>	<b>-2456</b>	<b>- 954</b>

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Capital Actions Ordinaires	Réserves et résultats non distribués	Ecart de Conversion	Total
<b>Au 30 septembre 2011</b>	<b>781</b>	<b>3.258</b>	<b>-26</b>	<b>4 013</b>
Augmentation de capital				
Prime d'émission				
Ecart de conversion			-14	-14
<b>Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres</b>			<b>-14</b>	<b>-14</b>
Paiements fondés sur des actions		3		3
Elimination des titres d'autocontrôle		0		
Autres		-10		-10
Résultat net		-947		-947
<b>Total des produits et charges de la période</b>		<b>-947</b>	<b>-14</b>	<b>-961</b>
<b>Au 31 mars 2012</b>	<b>781</b>	<b>2 304</b>	<b>-40</b>	<b>3 045</b>
Augmentation de capital				
Prime d'émission				
Ecart de conversion			-8	-8
<b>Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres</b>			<b>-8</b>	<b>-8</b>
Paiements fondés sur des actions		3		3
Autres		-2		-2
Résultat net		-1 515		- 1 515
<b>Total des produits et charges de la période</b>		<b>- 1515</b>		<b>-1 515</b>
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>781</b>	<b>790</b>	<b>-48</b>	<b>1 523</b>
Augmentation de capital	53			52
Prime d'émission		368		
		-11 182		- 10 814
Réserves		+11 182		+ 11 182
Ecart de conversion			-62	-62
<b>Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres</b>			<b>-62</b>	<b>-62</b>
Paiements fondés sur des actions				
Autres				
Résultat net		- 1313		- 1313
<b>Total des produits et charges de la période</b>				
<b>Au 31 mars 2013</b>	<b>834</b>	<b>- 155</b>	<b>-110</b>	<b>569</b>

**ALPHA MOS**  
**ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRE**

En € 000

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
	Net	Net	Net
Résultat net part du groupe	-1.313	-2.462	-947
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie:			
Amortissements et provisions	491	513	227
Impôts différés	0		0
Charges et produits liés aux stock options	0	5	3
Autres	0	-4	0
Variation des actifs et passifs courants:			
Stocks	204	619	407
Clients et comptes rattachés	536	-248	890
Autres actifs	497	-584	-661
Fournisseurs	-498	202	-281
Autres passifs	141	-280	-672
Variation des écarts de conversion	-61	-21	
<b>Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-4</b>	<b>-2.259</b>	<b>-1.034</b>
Acquisition d'immobilisations	-90	-550	-600
Cessions d'immobilisations		119	119
Autres variation des immobilisations financières	-45		
Variation des immobilisations financières	5	5	-24
<b>Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement</b>	<b>-130</b>	<b>-426</b>	<b>-505</b>
Augmentation de capital	400	0	0
Variation des emprunts LT	48	1125	344
Remboursement des emprunts à LT	-353	-60	
Variation des passifs financiers courants	21	503	292
Variation des dettes affacturage	141	139	
Cession de comptes à terme et des autres actifs détenus à des fins de transactions		100	
Titres d'auto-contrôle	0	0	
<b>Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement</b>	<b>257</b>	<b>1807</b>	<b>636</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>122</b>	<b>-878</b>	<b>-903</b>
Trésorerie en début d'exercice	557	1435	1435
Trésorerie en fin d'exercice	679	557	532

# **GROUPE ALPHA MOS**

## **NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

### **INTERMEDIAIRES**

#### **SOMMAIRE**

Présentation

Note 1 : Faits Majeurs de la période

Note 2 : Continuité d'exploitation

Note 3 : Evènements postérieurs à la clôture

Note 4 : Règles et méthodes comptables

Note 5 : Périmètre de consolidation

Note 6 : Ecart d'acquisition

Note 7 : Information sectorielle

Note 8 : Tableau de variation des immobilisations incorporelles

Note 9 : Tableau de variation des immobilisations corporelles

Note 10 : Tableau de variation des immobilisations financières

Note 11 : Autres actifs non courants

Note 12 : Stocks et en-cours

Note 13 : Clients et comptes rattachés

Note 14 : Evolution des provisions sur actif

Note 15 : Autres actifs courants

Note 16 : Trésorerie et équivalents

Note 17 : Composition du capital social

Note 18 : Provisions pour risques et charges

Note 19 : Indemnités de départ à la retraite

Note 20 : Passifs financiers

Note 21 : Passifs courants

Note 22 : Passifs éventuels

Note 23 : Information relative aux parties liées

Note 24 : Impôts

Note 25 : Charges de personnel

Note 26 : Autres produits des activités courantes

Note 27 : Frais de recherche et développement

Note 28 : Autres produits et charges opérationnels

Note 29 : Résultat Financier

Note 30 : Résultat par action

Note 31 : Effectif moyen

Note 32 : Engagements financiers

Note 33 : Rémunération des organes sociaux – modalités de rupture des mandats sociaux

Note 34 : Titres donnant accès au capital

Note 35 : Gestion des risques

Note 36 : Tableau de variation de l'endettement financier net

## **PRESENTATION**

Les présents comptes consolidés intermédiaires sont établis par ALPHA M.O.S, société anonyme de droit français dont le siège est à Toulouse (31400) 20 avenue Didier Daurat.

ALPHA M.O.S est une société d'instrumentation analytique qui conçoit, fabrique et commercialise, directement, via ses filiales et via des distributeurs :

- des produits propriétaires innovants dédiés à l'analyse d'odeur, goût et vision : les nez, langue et oeil électroniques
- des services d'analyse pour l'évaluation sensorielle et chimique
- des solutions de mesure en continu des nuisances olfactives en environnement
- une gamme complète d'instrumentation de chromatographie
- des technologies de pointe en préparation et extraction d'échantillon, automatisation et analyse chimique.

Créée en 1993, la société est cotée sur EuroNext Paris Eurolist – Compartiment C (FR0000062804 ALM) depuis 1998.

## **NOTE 1 : FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

Le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2012/2013, courant du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013, a été marqué par les principaux événements suivants :

- Augmentation de capital réservée de 420.000 euros
- Poursuite de la réorganisation visant à réduire les coûts d'exploitation
- Obtention d'un accord C.C.S.F pour l'échelonnement sur 18 mois d'une dette sociale de 310 K€
- Mobilisation de la créance CIR 2011 auprès de OSEO pour 558 K€
- Poursuite du projet Perséides (D.G.A/Thalès)
- Démarrage de projets de développement collaboratifs (Open Food, Objects's world)

## **NOTE 2 : CONTINUITÉ D'EXPLOITATION**

Les comptes intermédiaires ont été arrêtés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

Malgré un premier trimestre de l'exercice (4<sup>ème</sup> trimestre 2012) en retrait par rapport à celui de l'exercice précédent, le groupe a enregistré une progression de son activité sur le semestre (4,2 M€ contre 4,1 M€ en 2011/2012).

Toutefois, cette évolution est inférieure à l'objectif initial de progression sur l'exercice. En conséquence, la société revoit son objectif de croissance du chiffre d'affaires pour l'exercice en cours (2012/2013), compris entre + 3 % et + 7 % par rapport à l'exercice 2011/12.

Le management considère que ces hypothèses d'activité pour l'exercice 2012/2013 conjuguées aux outils de mobilisation des créances mis en place doivent permettre d'assurer le financement de l'exploitation de la société sous réserve de l'atteinte des objectifs commerciaux.

Le suivi régulier des commandes, des facturations, des coûts de fonctionnement et de la trésorerie a pour objet de contrôler la réalisation des objectifs fixés et d'ajuster les prévisions et les actions correctrices.

L'Assemblée Générale réunie le 27 mars 2013 a décidé une augmentation de capital de 420.000 euros qui a été intégralement souscrite et a donné au Conseil d'Administration l'autorisation de réaliser des opérations financières en vue de renforcer les Fonds propres de la société.

Le Conseil prévoit de faire usage de ces possibilités pour poursuivre le renforcement des capitaux propres de la société au cours des prochains mois.



## **NOTE 3 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Dans le cadre du contrat de prêt avec la société Total Développement Régional, la tranche complémentaire conditionnelle de 100 K€ a été débloquée en mai.

Un litige prudhommal a été initié par un ancien collaborateur au mois d'avril.

Il n'existe aucun évènement postérieur à la clôture dans les filiales de nature à avoir un impact sur la situation du groupe.

## **NOTE 4 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes consolidés IFRS présentés concernent la période de six mois du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013 pour Alpha Mos S.A. (France), société consolidante, et ses filiales.

### **1. Référentiel comptable**

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié, les comptes consolidés semestriels du groupe Alpha Mos au 31 mars 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes et à la Recommandation AMF N° 2012-16 relative à l'arrêté des comptes 2012.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels au 31 mars 2013 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 30 septembre 2012.

Les améliorations portées aux IFRS (troisième omnibus publié en mai 2010) sont une série d'amendements à diverses normes existantes se traduisant par des changements de présentation, de reconnaissance comptable, de méthodes de mesure ou de terminologie. Leur application est obligatoire à compter de l'exercice 2011 ou 2012, selon le cas. L'adoption de ces améliorations au cours de l'année n'a pas eu d'impact sur la position financière du Groupe ou les notes annexes.

Les autres normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012 n'ont pas eu d'incidence significative chiffrée pour le groupe au 31 mars 2013.

### **2. Comptes consolidés**

Les comptes consolidés pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2012/2013, portant sur la période 1<sup>er</sup> octobre 2012 / 31 mars 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 mai 2013. Ils sont libellés en euros.

### **3. Méthode de consolidation**

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Alpha Mos S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

### **4. Conversion des comptes des filiales étrangères**

Les filiales ont pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture; leur compte de résultat est converti au taux moyen mensuel de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

## **5. Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de la situation au 31 mars 2013 n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## **6. Recours à des estimations**

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les principes énoncés ci-dessus oblige les dirigeants du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants consolidés des actifs et des passifs ainsi que les montants des charges et des produits enregistrés durant l'année dans le compte de résultat. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principaux postes concernés par ces estimations sont les suivants : les provisions sur stocks, les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur les comptes clients.

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation après analyse par famille de matériel stocké et/ou ligne à ligne pour les valeurs les plus substantielles, lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les risques ont fait l'objet d'une analyse par dossier objet d'une réclamation d'un tiers ou susceptible de donner lieu à une réclamation.

## **7. Produits des activités ordinaires**

Les produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) réalisé par le Groupe Alpha MOS se composent principalement de ventes de produits finis (nez, langues et oeils électroniques, chromatographes, échantillonneurs) dont le fait générateur de l'enregistrement en comptabilité est la livraison.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des prestations de services (études, travaux de recherche et développement..) est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation effective de ces prestations.

Conformément à la norme IAS 18 « Revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque la quasi totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des contrats de sous-traitance est comptabilisé en fonction du pourcentage d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture. Les produits du contrat sont rattachés aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Aux premiers stades du contrat, si le résultat de celui-ci ne peut-être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés qu'à concurrence des coûts encourus dont le recouvrement est attendu.

## **8. Autres produits des activités courantes**

Ils incluent principalement les subventions reçues dans le cadre de programmes de développement comptabilisées au prorata de l'avancement du projet et le crédit d'impôt recherche.

## **9. Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des Autres produits et charges opérationnels, qui comprennent principalement l'effet :
  - des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à-dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
  - des plus ou moins values ou dépréciations d'actifs,

- du résultat financier,
- des impôts courants et différés

## **10. Impôts différés**

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.

Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,33 % pour la société mère.

Compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des Impôts Différés Actifs, ils ne sont pas reconnus. A titre d'information, le montant théorique des Impôts Différés Actifs au 31 mars 2013 s'élevait à 4.423 K€.

## **11. Frais de recherche et de développement**

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut :

- démontrer son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- évaluer précisément les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement,
- évaluer le coût de cet actif de façon fiable.

Le Groupe suit l'évolution de ses projets de développement individuellement. A partir du moment où les conditions énoncées dans la norme sont réunies, les frais identifiés sur le plan analytique sont activés net des subventions ou aides publiques en conformité avec IAS 20. L'amortissement est calculé sur les durées standards suivantes :

- Projets de développement de logiciels : 3 ans
- Projets de développement d'instruments : 5 ans.

Ce rythme peut être accéléré en fonction des perspectives de rentabilité par projet.

Des provisions pour dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont constatés lorsqu'il apparaît que les avantages économiques attendus ne sont pas atteints.

## **12. Autres immobilisations incorporelles**

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement aux frais de dépôt de brevet (frais de dossiers) validés ou en cours de validation. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilisation estimée à 10 ans dès que leur validation est effective.

## **13. Ecart d'acquisition (Goodwill)**

La norme IFRS3 révisée est applicable à compter de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> octobre 2009. En application d'IFRS3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie remise le jour de l'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

L'excédent de la somme du coût d'acquisition et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part d'intérêt revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise ou à la juste valeur de l'ensemble des actifs nets de l'entité acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009 ont été comptabilisés selon la norme IFRS3 antérieure en application de laquelle, notamment, les frais d'acquisition étaient incorporés dans l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite ci-dessous.

Il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel, sur une ligne «Dépréciations de l'écart d'acquisition».

Pour le test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont rattachés aux Unités Génératrices de Trésorerie (ou groupes d'UGT) identifiés au sein du Groupe. Une UGT correspond à un ensemble homogène générant des flux de trésorerie identifiables et indépendants d'autres UGT.

#### **14. Immobilisations corporelles**

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Pilotes et prototypes	Linéaire	3 ans
Matériel industriel	Linéaire ou dégressif	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	8 ans
Agencements, aménagements, installations	Linéaire	10 ans

## **15. Contrats de location financement**

Les biens mobiliers détenus par voie de contrats de location sont comptabilisés au bilan quand la réalité économique du contrat correspond à un transfert de la propriété du bien et à un financement au regard de l'IAS 17.

## **16. Autres Actifs non courants**

Les autres actifs non courants correspondent aux impôts différés actifs ainsi qu'à la quote-part du crédit d'impôt recherche dont le dénouement prévu à ce jour va au-delà d'un an.

Il est rappelé qu'en raison des incertitudes sur leur recouvrabilité future, les impôts différés actifs ne sont pas reconnus (voir 4.10 supra).

## **17. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé**

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est passée en revue et en cas d'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinies.

## **18. Stocks et encours**

Les matières premières figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition hors frais de transport selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (Méthode F.I.F.O).

Les produits finis figurent à l'actif pour leur coût de revient qui intègre le coût de la matière première, les coûts de sous-traitance ainsi que les frais de main d'œuvre internes relatifs au contrôle qualité des capteurs.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués selon leur coût d'acquisition ou leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

## **19. Actifs et passifs financiers**

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par les normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir ».

Comme indiqué Note 4.5 supra, les Valeurs mobilières de placement nanties ont été reclassées en Immobilisations Financières à compter des présents comptes consolidés au 31 mars 2013.

### **19.1. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers**

#### **Prêts et créances**

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

## **Actifs détenus à des fins de transaction**

Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat.

### **19.2 Évaluation et comptabilisation des passifs financiers**

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

### **19.3 Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés**

Le Groupe couvre ponctuellement les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme. Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les instruments dérivés utilisés par le groupe peuvent être désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie qui permettent de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place et si l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes pour les couvertures de flux futurs de trésorerie : la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en 'Résultat financier'. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

La société n'a qualifié aucun instrument de couverture à la clôture de la période.

Elle n'a utilisé aucun instrument de couverture sur la période.

## **20. Provisions pour risques et charges**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

## **21. Indemnités de départ à la retraite**

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations.

Les évaluations sont effectuées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode de calcul intègre principalement une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, et des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS. Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat.

## 22. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres). La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

## 23. Subventions publiques

Le dispositif français de Crédit Impôt recherche est considéré comme une subvention publique.

La part des sommes correspondant au Développement de produits spécifiques est classée en moins des actifs et imputée au compte de résultat au même rythme que l'amortissement des actifs correspondant, en diminution de la charge d'amortissement. La part correspondant aux travaux de recherche est comptabilisée en Autres Produits des activités courantes.

## NOTE 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Raison sociale	Forme	Siren	Capital social (en monnaie locale)	siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Alpha MOS	SA	389.274.846	833.603,40	Toulouse (31)	société mère	société mère	IG
Alpha MOS America	Inc (USA)	-	2.114.779	Maryland	100 %	100 %	IG
Alpha MOS UK	Ltd (U.K.)	-	2	Coventry	100 %	100%	IG
Alpha Mos Japan	KK (Japan)	-	10.000.000	Tokyo	100%	100%	IG
Alpha MOS (Shanghai) Instruments Trading Co	WOFE		1 000 002	Shanghai	100%	100%	IG

Alpha MOS UK n'a pas d'activité significative depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

## NOTE 6 - ECART D'ACQUISITION

Alpha Mos S.A. a acquis le 11 juillet 2008 la totalité des parts sociales de la société française Périchrom installée en région parisienne et dont l'objet social est la fabrication et la vente de matériels et consommables destinés aux laboratoires.

Le prix d'acquisition des parts s'élève à 440 K€, dont 140 K€ payé le jour de l'acquisition, 153 K€ sur la période après l'application d'un ajustement à la baisse de 47 k€. Le solde de 100 K€ était payable à l'acquéreur à partir du 12 janvier 2010 sous certaines conditions suspensives et le paiement est intervenu au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

La société Perichrom a été absorbée par Alpha MOS SA au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

L'acquisition de la société Périchrom a généré un écart d'acquisition de 484 K€ qui s'établit comme suit:

Prix d'acquisition	440 K€
Ajustement de prix	(47) K€
Frais d'acquisition intégrés au coût des titres	76 K€
Capitaux propres de la société Périchrom au 11/07/2008	<u>-15 K€</u>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>484K€</b>

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition de Périchrom est affecté est appréciée en fonction de la plus forte valeur entre:

- la valeur d'utilité appréciée sur la base des cash-flows futurs de trésorerie actualisés
- la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Suite au test réalisé au 31 mars 2013, la société a comptabilisé une perte de valeur de 35 K€.

Les hypothèses retenues sont :

- période de projection des flux de trésorerie 2013-2016
- taux de croissance : 0 % (stabilité de l'activité sur la période)
- taux d'actualisation appliqué aux projections de flux de trésorerie : 15 %

## NOTE 7 - INFORMATION SECTORIELLE

Alpha M.O.S. n'opère que sur un seul secteur d'activité.

Sur le plan géographique, le Groupe commercialise ses produits aux Etats-Unis à travers sa filiale américaine et au Japon par l'intermédiaire de sa filiale Alpha Mos Japan qui a débuté son activité commerciale depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009. Sur la période, et comme au cours de l'exercice 2011/2012, la filiale chinoise créée en 2011 a exercé une activité commerciale et de support technique, les ventes sur la zone étant réalisées directement par la société-mère.

La société mère opère sur le reste du monde.

Ainsi, l'information sectorielle est détaillée comme suit par zone géographique :

	<b>Social USA</b>	<b>Social Japon</b>	<b>Social</b>	<b>Social</b>		
	<b>Alpha Mos</b>	<b>Alpha Mos</b>	<b>Chine</b>	<b>France</b>	<b>Elimination</b>	<b>Total</b>
	<b>America Inc</b>	<b>Japan</b>				
<b>Au 31 mars 2013</b>						
Chiffre d'affaires (1)	549	1 228	39	3 110	- 689	4 237
Valeur comptable des actifs (2)	509	879	307	6 408	- 1 630	6 473
Investissements corporels et incorporels (2)	0	8		98		106
<b>Au 30 Septembre 2012</b>						
Chiffre d'affaires (1)	1 609	2 562	48	6 433	-2 063	8 589
Valeur comptable des actifs (2)	656	1 536	331	7 512	-2 401	7 635
Investissements corporels et incorporels (2)	0	0		590	0	590
<b>Au 31 mars 2012 (3)</b>						
Chiffre d'affaires (1)	795	1 201		3 269	-1 153	4 112
Valeur comptable des actifs (2)	706	1 001		9 390	-3 961	7 136
Investissements corporels et incorporels (2)	0	64		678	-142	600



(1) Selon la situation géographique

(2) Selon l'implantation géographique des actifs

(3) Au 31 mars 2012, les éléments afférents à la Chine étaient inclus dans les données France/reste du monde.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

## NOTE 8 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles	30/09/2012	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2013
<b>Valeurs brutes</b>				
Frais R&D	813	55	81	787
Brevets	313			313
Brevets en cours de validation	23		-3	26
Logiciels	102	5		107
Logiciels en cours	2			2
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>60</b>	<b>78</b>	<b>1 235</b>
<b>Amortissements et perte de valeur</b>				
	30/09/2012	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2013
Amortissement des frais de R&D	218	42	81	180
Amortissement des brevets	199	11		201
Amortissement logiciels	102	1		103
<b>Total</b>	<b>519</b>	<b>54</b>	<b>81</b>	<b>292</b>
<b><u>Valeur nette</u></b>	<b><u>734</u></b>			<b><u>743</u></b>

L'évolution des frais de R&D immobilisés au cours de l'exercice intègre les charges immobilisées conformément aux principes d'IAS38.

## NOTE 9 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles	30/09/2012	Augmentations de la période	Cessions de la période et écart conversion	31/03/2013
<b>Valeurs brutes</b>				
Installations générales	227	15	1	240
Installations techniques, matériel et outillage	1 161	22	354	828
Matériel de bureau & informatique	229	6	13	222
Mobilier de bureau	31			31
Véhicules	68			68
Véhicules en location financement	0			
<b>Total</b>	<b>1 716</b>	<b>43</b>	<b>369</b>	<b>1 390</b>
Dont écart de conversion			13	

<b>Amortissements et perte de valeur</b>	<b>30/09/2012</b>	<b>Augmentations de la période</b>	<b>Cessions de la période et écart conversion</b>	<b>31/03/2013</b>
Amortissements installations générales	148	7	1	154
Amortissements matériel et outillage	858	70	339	589
Amortissements matériel de bureau et informatique	199	8	23	184
Amortissements mobilier de bureau	28	4		32
Amortissements véhicules	62	2		64
Amortissements véhicules en location	0			0
<b>Total</b>	<b>1 295</b>	<b>91</b>	<b>364</b>	<b>1 022</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>421</b>			<b>368</b>
Dont écart de conversion			10	

La diminution des immobilisations corporelles brutes (principalement installations technique, matériels et outillages) correspond à la mise au rebut/destruction d'équipements anciens totalement amortis suite à un inventaire physique exhaustif.

## **NOTE 10 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

	<b>30/09/2012</b>	<b>Augmentations de la période</b>	<b>Diminutions de la période</b>	<b>31/03/2013</b>
<b>Valeurs brutes</b>				
Prêts	42	2		44
Dépôts et cautionnements	117	1	7	111
Valeurs mobilières de placement		45		45
<b>Total</b>	<b>159</b>	<b>48</b>	<b>7</b>	<b>200</b>

L'augmentation du poste V.M.P. correspond au reclassement des SICAV nanties au bénéfice d'un établissement financier.

A compter de l'établissement de la situation au 31 mars 2013, afin d'améliorer la lisibilité des états financiers, les valeurs mobilières de placement faisant l'objet d'un nantissement au bénéfice d'un tiers à titre de garantie sont classées dans les immobilisations financières. Ces valeurs apparaissaient dans les Actifs courants – placement à court terme dans les précédents documents financiers.

## **NOTE 11 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS**

Le groupe ne détient pas d'autres actifs non courants au 31 mars 2013.

Au 31 mars 2012, ce poste s'élevait à 100 K€ correspondant à un placement financier (compte à terme) nanti au bénéfice d'un établissement bancaire en contre garantie d'une caution délivrée dans le cadre du litige sur le prix d'acquisition de Perichrom. Ce litige a été soldé au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'exercice 2011/12 par le paiement du solde du prix d'acquisition. Le poste était donc nul au 30 septembre 2012.

Il est rappelé que compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des impôts différés actifs, ces derniers ne sont pas activés par le groupe dans les comptes consolidés (voir Note 4 supra).

Il est précisé que le Crédit Impôt Recherche calculé au titre des 6 premiers mois de l'exercice 2012/2013 représentant un montant de 147 K€ est classé en autres actifs courants, compte tenu de la possibilité de mobiliser cette créance.

## NOTE 12 - STOCKS ET EN-COURS

Valeurs brutes	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Matières premières	1 117	1 156	1 184
Produits finis	214	273	322
<b>Valeur brute</b>	<b>1 331</b>	<b>1 429</b>	<b>1 506</b>
<b>Dépréciation</b>			
Matières premières	339	255	87
Produits finis	67	45	78
<b>Total Provisions</b>	<b>406</b>	<b>300</b>	<b>165</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>925</b>	<b>1 129</b>	<b>1 341</b>

L'ensemble des stocks de Matières premières sont localisés chez Alpha MOS SA. Au 31 Mars 2013, les stocks de produits finis concernent principalement les filiales.

## NOTE 13 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	Montant brut	Moins d'un an	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Clients douteux	147		147	
Clients et comptes rattachés	1 806	1 806		
<b>Total</b>	<b>1 953</b>	<b>1 806</b>	<b>147</b>	<b>0</b>
Provisions pour dépréciation	137		137	
<b>Valeur Nette</b>	<b>1 816</b>	<b>1 808</b>	<b>8</b>	<b>0</b>
<i>Rappel 30/09/2012 - Valeur nette</i>	<i>2 351</i>	<i>2 336</i>	<i>15</i>	<i>0</i>

Le poste Clients intègre un montant de 435 K€ ayant fait l'objet d'une cession antérieurement au 31 mars 2013 (contre 392 K€ au 30 septembre 2012) à une société d'affacturage.

Le montant financé à la même date (280 K€) figure en Passifs financiers à court terme.

Sur les créances à moins d'un an, l'antériorité est la suivante :

- Moins de 30 jours	1 360
- Entre 31 et 60 jours	208
- Entre 60 et 90 jours	240

## NOTE 14 – EVOLUTION DES PROVISIONS SUR ACTIF

	30/09/2012	Augmentation de la période	Reprise de la période Utilisées non utilisées	31/03/2013
Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles	30	35		65
Provision pour dépréciation des créances douteuses	98	41	2	137
Provision pour dépréciation des stocks	300	106		406
<b>Total</b>	<b>428</b>	<b>182</b>	<b>2</b>	<b>608</b>

## NOTE 15 – AUTRES ACTIFS COURANTS

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Autres actifs courants	571	589	445
Crédit Impôt Recherche	524	1 062	1254
Charges constatées d'avance	198	140	170
<b>Total</b>	<b>1 294</b>	<b>1 791</b>	<b>1 869</b>

Les autres actifs courants sont composés principalement de créances fiscales (TVA déductible à récupérer), de créances sur le factor dont le dépôt de garantie, ainsi que d'avances versées aux fournisseurs.

La créance de CIR comprend la créance au titre des 9 premiers mois de l'année civile 2012 à hauteur de 377 K€ et le montant calculé au titre des 6 premiers mois de l'exercice 2012/2013 à hauteur de 147 K€, comprenant le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2012 et le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2013.

Au titre de la mobilisation auprès d'OSEO de la créance de CIR de l'année civile 2011, une retenue de garantie d'un montant de 140 K€ (correspondant à 20 % de la créance) figure en Autres Actifs courants. Cette somme a été encaissée en mai 2013.

## NOTE 16 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS

Les valeurs mobilières de placement (45 K€) constituées de SICAV nanties en garantie d'un prêt à moyen terme LCL ont été reclassées en Immobilisations financières (voir Notes 4.5 et 4.19).

La trésorerie se répartissait comme suit (contrepartie en K€) au 31 mars 2013 :

France (EUR)	474
Etats Unis (USD)	(9)
Japon (JPY)	151
Chine (RMB)	17

## NOTE 17 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 mars 2013, le capital social était composé de 4.168.017 titres d'une valeur nominale de € 0,2.

Catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de période	Créés pendant la période	Remboursés pendant la période	En fin de période
Actions ordinaires	0,2 €	3 905 517	262 500	0	4 168 017

La société ne détient aucun titre en propre au 31 mars 2013.

Au 31 mars 2013, il restait 15 668 titres sur le contrat de liquidité (Au 30 septembre 2012 : 23 900 titres).

## NOTE 18 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	30/09/2012	Dotations	Reprises Utilisées	31/03/2013
Provisions pour litige	160	340	48	452
Provision pour indemnité de départ retraite	74	5		79
Provision pour perte à terminaison		24		24
<b>Total</b>	<b>234</b>	<b>369</b>	<b>48</b>	<b>555</b>

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs.

Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante. Le Groupe se défend devant les tribunaux chaque fois qu'il s'estime dans son droit.

Des provisions relatives à chaque risque sont constituées au fur et à mesure en fonction des avis d'experts et du stade d'évolution de chaque dossier traité individuellement.

Il existe plusieurs litiges prud'homaux et commerciaux en cours.

La provision pour perte à terminaison concerne le projet Perseides .

Par ailleurs, le Groupe a estimé que certains projets dans lesquels il est engagé pourraient amener des tiers à présenter des demandes à son encontre, sur divers fondements. Sans reconnaître le bien-fondé d'éventuelles réclamations, le Groupe a estimé nécessaire de comptabiliser des provisions à ce titre.

Le risque global sur ces affaires au 31 mars 2013 est évalué par la société à 452 K€.

## NOTE 19 – INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Les engagements de retraite de la société française (Indemnité de Fin de Carrière) reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 4 % au 31 mars 2013
- Taux de progression des salaires : 3,3 % pour les cadres et 3,3% pour les non cadres,
- Taux de rotation du personnel : 11,5% (selon l'âge),
- Table de mortalité : TD 88-90
- Age de départ : 65 ans

La provision calculée au 31 mars 2013 selon ces hypothèses s'élève à 79 K€ et impacte ainsi le résultat consolidé de la période pour 5 K€.

## NOTE 20 – PASSIFS FINANCIERS

	<b>Total</b>	<b>Courants (moins d'1 an)</b>	<b>Non courants (plus d'1 an)</b>
Emprunts bancaires et assimilés	2 069	915	1 154
Intérêts courus non échus	2	2	
<b>Total</b>	<b>2 071</b>	<b>917</b>	<b>1 154</b>
<i>Rappel 30/09/2012</i>	<i>2 241</i>	<i>784</i>	<i>1 457</i>

La diminution des passifs financiers sur la période enregistre principalement l'effet de l'amortissement de l'emprunt Crédit Lyonnais et de l'emprunt de la filiale japonaise.

Aucun nouveau concours n'a été mis en place durant la période, à l'exception d'une avance remboursable de 48 K€ par OSEO pour le projet OptiCook.

Au 31 mars 2013, les principaux postes sont les suivants :

- Crédit Lyonnais : Prêt de 300 K€ souscrit en septembre 2009, amortissable sur 5 ans par trimestrialités constantes. Capital restant du au 31 mars 2013 : 96 K€
- Total Développement Régional : Prêt de 300 K€ sur 5 ans souscrit en Juin 2012 amortissable mensuellement avec un différé de 24 mois. Taux fixe de 1 %

Ce concours a été débloqué à hauteur de 200 K€, le solde pouvant être tiré moyennant la réalisation d'un ensemble de conditions liées à un programme de développement avant le 31 décembre 2014. Le solde a été débloqué au mois de mai 2013.

- OSEO : Prêt PTZ Innovation de 480 K€ sur 26 trimestres souscrit en Juillet 2012 amortissable trimestriellement avec un différé de 11 trimestres. Taux 0 %. Ce prêt a pour objet le financement d'un programme de développement technique.
- OSEO : Prêt Export de 150 K€ sur 6 ans souscrit en Janvier 2012 amortissable trimestriellement avec un différé d'un an. Taux 5,47 %

Ce prêt est garanti à 60 % par le Fonds international. Un dépôt de garantie de 7,5 K€ a été constitué. Il figure dans les dépôts de garantie en Immobilisations financières. Assurance du dirigeant.

Aucun des emprunts souscrits ne comporte de covenant.

Le poste intègre par ailleurs les financements obtenus pour le financement de l'activité internationale auprès de la COFACE (Contrats Assurance Prospection) ainsi qu'un concours de préfinancement des dépenses de prospection d'un montant de 250 K€ obtenu auprès de BNP Paribas.

Les dettes en Euros à plus d'un an représentent 1.282 K€ en valeur brute et 1.154 K€ après actualisation.

La filiale japonaise a contracté un emprunt de 60 millions de yens (598 K€). Au 31 mars 2013, le solde du s'élevait à 231 K€, en totalité à moins d'un an.

Les passifs financiers à moins d'un an se répartissent comme suit :

Alpha MOS SA	
• Prêt LCL	63
• Prêt Export Oseo	30
• Concours CT BNP Paribas	250
• Affacturage	280
• COFACE Japon	30
• Interêts courus non échus	2
Alpha MOS Japan KK	
• Quote-part à moins d'un an	231
Alpha Mos WOFE (Chine)	30

## NOTE 21 – PASSIFS COURANTS

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Fournisseurs et comptes rattachés	1 281	1 780	1 298
Autres dettes	1 478	1 622	1 298
Produits constatés d'avance	520	234	179
<b>Total</b>	<b>3 279</b>	<b>3 636</b>	<b>2 775</b>

Les autres dettes comprennent les dettes fiscales et sociales, les acomptes versés par les clients et les subventions d'investissement.

## NOTE 22 – PASSIFS EVENTUELS

- Des litiges sont en cours à la date de clôture. Diverses provisions destinées à couvrir les risques ont été constituées pour un montant total de 476 K€.
- Droit individuel à la formation :

Le volume d'heures de formation cumulées au 31 mars 2013 s'élève à 3.582 heures (contre 3.322 heures au 30 septembre 2012 et 3.608 heures au 31 mars 2012).

## NOTE 23 – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Il s'agit des filiales de commercialisation établies au Japon, aux Etats-Unis et en Chine qui sont consolidées.

	30/09/2012	31/03/2013
Participations	2.263	2.263
Créances rattachées à des participations	677	864
Prêts	1.552	2.135
Créances clients et comptes rattachés	1.387	654

Dettes rattachées à des participations	210	171
Dettes Fournisseurs	0	5
Chiffre d'affaires	2.079	593
Produits Financiers	22	7
Charges financières	7	3
Reprise sur provisions	189	324
Dotations aux provisions	1.265	816

## NOTE 24 – IMPOTS

### 24.1 Preuve de l'impôt

<b>Résultat comptable avant impôts au 31/03/2013</b>	<b>-1 313</b>
Impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante	438
Différences permanentes	(5)
Différences temporaires	
Incidence des pertes fiscales sur le résultat	(532)
Différentiels des taux d'imposition	
Autres	99
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>0</b>

### 24.2 - Déficits fiscaux :

Au 31 mars 2013, le montant des déficits reportables est le suivant :

Déficits fiscaux ordinaires France	9.001 K€	
Déficits fiscaux US	3.078 K€	(donnée au 30 septembre 2012 : 3.980 K\$)

L'imputation de ces déficits sur des bénéfices futurs ne peut pas s'envisager avec certitude à court terme. En conséquence, la société ne comptabilise pas les Impôts différés actifs.

Au titre de l'annexe aux comptes au 31 mars 2012, la société avait retenu un déficit fiscal de 6.255 K€ comprenant à hauteur de 873 K€ le déficit fiscal de la société Perichrom qui avait fait l'objet au cours dudit exercice d'une fusion-absorption. Ces conditions de reprise de ce déficit par Alpha Mos S.A. n'étant pas réunies, ce montant est définitivement perdu.

Le déficit reportable France au 31 mars 2013 doit donc être comparé à un déficit fiscal reportable de 5.382 K€ au 31 mars 2012.

## NOTE 25 – CHARGES DE PERSONNEL

25.1 - Les charges de personnel incluent la valorisation des bons de souscription d'actions consentis au personnel qui est nulle pour la période.



25.2 – La répartition des charges de personnel est la suivante :

France	1.582 K€
Japon	286 K€
Etats-Unis	204 K€
Chine	133 K€

Le représentant en Inde est géré à travers un contrat de portage avec une société indienne dont il est salarié. Les honoraires de cette société sont enregistrés en Autres charges externes et n'ont pas été reclassés en Charges de Personnel. L'impact n'est pas significatif.

## NOTE 26 – AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Subventions d'exploitation	14	1	0
Divers	36	51	31
Crédit d'impôt recherche	130	933	785
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>985</b>	<b>816</b>

Les subventions d'exploitation ont été reçues pour financer partiellement certains projets de recherche engagés par la société et un contrat CIFRE.

Le poste Divers comprend essentiellement des transferts de charges.

Le Poste Crédit Impôt Recherche est constitué du CIR sur le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2012/13.

Au 31 mars 2012, ce poste intégrait des demandes rectificatives au titre des exercices antérieurs à hauteur de 651 K€ dont le remboursement a été obtenu au cours de l'été 2012.

## NOTE 27 – FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les charges directes de R&D hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour la période à 558 K€ contre 1.022 K€ pour le premier semestre 2011/2012.

Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités, des dépenses de fonctionnement directes (hors affectation de frais administratifs indirects) associées (études et prestations, fournitures et petit matériel), ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature.

Ces charges sont comptabilisées exclusivement sur la société-mère consolidante, les filiales exerçant exclusivement une activité de commercialisation et de prestation de services associés.

Le montant ci-dessus s'entend avant activation d'une partie de ces charges en application d'IAS38.

## NOTE 28 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les principaux postes comptabilisés en Autres produits et charges opérationnels sont :

	31/3/2013	30/09/2012	31/03/2012
Produits (charges) sur ex. antérieurs	37	- 9	12
Amendes et pénalités diverses	- 38	- 27	0
Produits (charges) net sur cessions d'immo.	- 2	29	46
Autres produits (charges)	27	- 44	- 28
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>- 51</b>	<b>30</b>

## NOTE 29 - RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier intègre :

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Résultat de change	39	5	-3
Produits nets sur cession de VMP et juste valeur	0	0	0
Dotation/reprise sur provision financière	0	0	0
Autres charges/produits financiers	9	9	- 17
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>14</b>	<b>- 20</b>

Le solde net des charges et produits financiers intègre 3 K€ de produits financiers en France et au Japon et 19 K€ de frais financiers (France 13 K€) ainsi que les retraitements de consolidation dont l'actualisation des emprunts.

## NOTE 30 – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation (3 949 267) est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées de la détention par le Groupe de ses propres actions (à travers le contrat de liquidité).

Le nombre maximum d'actions à créer en tenant compte de l'exercice de l'ensemble des instruments détaillés Note 34 est de 764 415. Ce nombre n'inclut pas les actions pouvant être créées au titre des délégations donnés au Conseil d'Administration par l'Assemblée générale du 27 Mars 2013 (Note 34)

Nombre d'actions dilué :	4 713 682
Résultat net par action :	- 0,33 €
Résultat net par action dilué :	- 0,33 €

## NOTE 31 – EFFECTIF MOYEN

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
<b>Effectif moyen France</b>	<b>54</b>	<b>55</b>	<b>59</b>
- cadres (y compris mandataire social)	35	39	39
- non cadres	19	16	20
<b>Effectif moyen Filiales</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>23</b>
<b>Total</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>82</b>

## NOTE 32 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Affacturation : Au 31 mars 2013, l'encours de créances cédées était de 435 K€. Le contrat d'affacturation ne comprend pas d'assurance-crédit et les impayés clients éventuels sont supportés par Alpha Mos. En conséquence, Alpha MOS supportant les risques de crédit et de retard de paiement, les créances ont été maintenues à l'actif. Les créances cédées à l'affactureur ne peuvent être cédées ou nanties au bénéfice d'un tiers.

Crédit-bail : Le groupe n'a pas de contrat de crédit-bail en cours.

Locations : La société a conclu un certain nombre de contrats de location relatifs à des véhicules, des équipements informatiques et bureautique et des logiciels.

Le montant des loyers dus au titre de ces contrats s'élève à 141 K€ à moins d'un an et 65 K€ à plus d'un an.

Ventes et achats à terme de devises :

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change, mais couvre ponctuellement des rentrées ou des sorties significatives de devises par le biais de ventes ou achats à terme à un cours garanti pendant une période définie.

Au 31 mars 2013, la société n'avait aucun engagement à terme ou sur instrument dérivé.

### Garanties données

Bénéficiaire	Nature	Montant
LCL (Prêt)	Nantissement titres	45 K€
Clients Inde	Garantie de bonne fin	7 K€

### Garanties reçues

Objet

Prêt LCL	Garantie OSEO sur 60 %	
Prêt OSEO 150 K€	Garantie Fonds International	
Prêt 60 MYens (Alpha MOS KK)	Cautiion personnelle du dirigeant de filiale	
Concours BNP 250 K€	Participation en risque COFACE	200 K€
Location Informatique BNP	Garantie OSEO	102 K€
Garantie bancaire	Garantie à première demande Client Inde	7 K€

### Engagements de retraite :

L'évaluation des engagements au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 79 K€. (Voir Note 19)

## NOTE 33 – REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION – MODALITES DE RUPTURE DES MANDATS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction ne concerne que la rémunération du Président du Conseil d'Administration pour l'année 2012.

Pour le 31 mars 2013, elle intègre à compter du 22 janvier 2013, la rémunération du Directeur général délégué. Elle se compose, avantages en nature compris, comme suit :

**31/03/2013    30/09/2012    31/03/2012**

Traitement PDG avantages en nature compris en euro	82.426	206.305	87.106
Traitement DGD	17.177		

Au cours de l'exercice 2011/2012, le montant inclut le versement d'une rémunération variable au titre de l'exercice précédent.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 30 mars 2012 a fixé au montant maximal de 30.000 euros les jetons de présence pouvant être versés aux administrateurs pour l'exercice 2011/2012.

Le Conseil d'Administration du 22 Janvier 2013 a procédé à l'attribution de cette somme à hauteur de 22.500 euros aux 3 administrateurs indépendants.

L'Assemblée Générale du 27 mars 2013 a fixé à 30.000 euros le montant maximum des jetons de présence pouvant être attribués aux administrateurs au titre de l'exercice en cours (7<sup>ème</sup> résolution).

Il n'est prévu aucune modalité particulière de rupture des mandats sociaux.

### **NOTE 34 – TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL**

L'Assemblée Générale, statuant en matière extraordinaire, a consenti diverses autorisations au Conseil d'Administration aux fins de donner accès au capital social.

Ces programmes et leur état d'utilisation au 31 mars 2013 sont détaillés ci-dessous :

#### **Bons de souscription d'actions**

Date d'assemblée	12 février 2010	28 mars 2011	27 juin 2011
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	269 000	67 826	513 835
Dont Conseil d'Administration	192 000	15 000	121 610
Point de départ d'exercice des 1ers BSA	1 <sup>er</sup> juin 2010	29 mars 2011	29 juillet 2011
Date d'expiration des derniers BSA	12 février 2014	28 mars 2015	30 avril 2013
Prix de souscription	3.30 €	2.58 €	4.25 €
Nbre actions souscrites au 31 mars 2013	0	0	420
Nbre actions annulées au 31 mars 2013	59 000	67 826	0
Solde actions à souscrire au 31 mars 2013	210 000	0	513 415

- Au titre des BSA attribués à l'occasion de l'augmentation de capital du 27 juin 2011, aucun BSA n'a été exercé entre le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 31 mars 2013.

Au 30 septembre 2012, 420 bons avaient été exercés :

- dont 325 au titre de 2011 donnant lieu à la création de 325 actions nouvelles qui ont été constatées par le Conseil d'Administration du 22 janvier 2013
- et 95 au titre de l'année civile 2012 donnant lieu à la création de 95 actions nouvelles qui seront constatées par le Conseil d'Administration du 31 mai 2013.

980 bons ont été exercés au mois d'Avril 2013, donnant lieu à la création de 980 actions nouvelles qui seront constatées par le Conseil d'Administration du 31 mai 2013.

Le solde des bons non exercés au titre de ce plan, est 512.435. Ces bons sont caducs depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 et radiés.

## Options de souscription d'actions

Date d'assemblée	31 mars 2008
Dates des conseils d'administration	9 juillet 2009
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	79 000
Dont Conseil d'Administration	0
Point de départ d'exercice des 1ères options	09 juillet 2013
Date d'expiration des dernières options	09 juillet 2016
Prix de souscription	3,24 euros
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2013	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2013	38 000
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2013	41 000

## BSPCE

Le plan de BSPCE décidé par le Conseil d'Administration du 25 octobre 2007, sur délégation de l'Assemblée du 30 mars 2007 pour lequel 63.500 actions restaient à souscrire au 30 septembre 2012 est devenu caduc à son terme du 25 octobre 2012.

Aucune option n'a été exercée entre le 30 septembre 2012 et le 25 octobre 2012.

## Actions gratuites

Depuis le 28 septembre 2012, le Conseil d'Administration ne disposait plus d'autorisation ou délégation lui permettant d'attribuer des actions gratuites.

## Nouvelles autorisations

L'Assemblée Générale du 27 mars 2013, statuant en matière extraordinaire, a, dans ses résolutions 13 à 20, donné délégation au Conseil d'Administration aux fins de décider, en une ou plusieurs fois et sous diverses conditions, des augmentations de capital social pour un montant nominal maximal de 800.000 euros et des émissions de titre de créance pour 20 millions d'euros.

La 21<sup>ème</sup> résolution autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la société, dans la limite susvisée.

La 23<sup>ème</sup> résolution délègue au Conseil d'Administration la possibilité de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions.

La 24<sup>ème</sup> résolution délègue au Conseil d'Administration la possibilité d'attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Toutes ces délégations sont consenties dans la limite de 10 % du capital social existant à la date de la décision du Conseil, par période de 12 mois.

Les délégations sont consenties pour une période de 26 mois soit jusqu'au 27 mai 2015.

Le nombre maximal d'actions pouvant être créées est de 4 millions.

Aucune des résolutions ci-avant décrite n'a été utilisée au 31 mars 2013, ni à la date d'arrêté des comptes consolidés.

Le texte intégral des résolutions est publié sur le site de la société :  
<http://www.alpha-mos.com/fr/alpha-mos/information-investisseurs.php>

## Valeur des options et comptabilisation :

Les options sont évaluées selon le modèle de Black & Scholes.

Les hypothèses retenues pour la valorisation de la juste valeur des options sont les suivantes :

	Plan BSA 30/03/2007	Plan BSA 31/05/2010	Plan BSPCE 30/03/2007	Plan options 31/03/2008	Plan BSA 15/09/2011
Volatilité attendue	53%	42%	58%	45%	49%
Taux sans risque appliqué	2,80%	1,70%	3%	3%	1,70%
Taux de distribution	0%	0%	0%	0%	0%

Aucune charge n'a été comptabilisée sur la période au titre de ces plans contre - 5 K€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 (en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées).

## NOTE 35 – GESTION DES RISQUES

### Cours de conversion des devises employées

Devises	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Dollar américain (1\$ = ...€)			
Cours de clôture	0,7809	0,7734	0,74965
Cours moyen	0,764	0,769	0,748
Yen japonais (1JPY = ...€)			
Cours de clôture	0,008273	0,009963	0,00911
Cours moyen	0,00877	0,00976	0,00952
RMB chinois (1 RMB = ...€)			
Cours de clôture	0,125628	0,12306	0,11853
Cours moyen	0,12145	0,12138	0,11794

### Risques de change

Chaque société du groupe réalise sa facturation dans sa devise nationale :

- France Facturation en Euros pour ses clients directs y compris vers les clients directs de la zone Asie et envers ses filiales
- Etats-Unis Facturation en Dollars américains
- Japon Facturation en Yens
- Chine Facturation en Yuans

Sur la période, les ventes réalisées en USD représentent 12,9 % du chiffre d'affaires total et les ventes en yen représentent 28,9 %. Les ventes en Yuans ne sont pas significatives.

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change, mais couvre ponctuellement des rentrées ou des sorties significatives de devises par le biais de ventes ou achats à terme à un cours garanti pendant une période définie.

### Risques de taux

Tous les engagements financiers de la société sont à taux fixe.

### Risques de liquidité

La société a mis en place au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012 un ensemble de financements destinés à lui permettre d'assurer sa liquidité. Cette politique de gestion de la trésorerie est poursuivie sur l'exercice ouvert depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 par le recours à l'affacturage et à la mobilisation de diverses créances.

Il existe un risque qu'en cas de ventes insuffisantes, la société ne dispose pas d'un volume de créances à mobiliser suffisant pour exécuter ses engagements. Il existe un risque que certaines créances de la société ne soient pas mobilisées par ses partenaires financiers en raison de la nature ou de la localisation des débiteurs.

L'Assemblée Générale réunie le 27 mars 2013 a décidé une augmentation de capital de 420.000 euros qui a été intégralement souscrite et a donné au Conseil d'Administration l'autorisation de réaliser des opérations financières en vue de renforcer les fonds de la société.

Le Conseil prévoit de faire usage de ces possibilités pour poursuivre le renforcement des capitaux propres de la société au cours des prochains mois.

Sous cette hypothèse, la société estime disposer des moyens de financement nécessaires pour la poursuite de son activité et le respect de ses engagements.

### Risques liés à l'exécution des contrats

Il existe un risque que, en cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations envers ses partenaires, la société puisse être redevable de pénalités. Notamment, il existe un risque en cas de retard de livraison de matériel ou d'exécution de contrats de services ou de développement.

### Gestion du capital

L'objectif principal d'Alpha Mos en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter et pérenniser son activité avec ses clients et ses relations avec ses salariés, et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster son capital, le Groupe a, par le passé, et pourra, pour le futur, procéder à des augmentations de capital.

Il est rappelé que Alpha Mos a procédé au cours de la période à une augmentation de capital de 420.000 euros (voir Notes 1,16 et 17).

## **NOTE 36 – TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

	<b>31/03/2013</b>	<b>30/09/2012</b>	<b>31/03/2012</b>
Trésorerie brute	679	564	533
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	2	7	- 1
<b>Trésorerie nette</b>	<b>677</b>	<b>557</b>	<b>532</b>
Endettement financier brut	- 2 069	- 2 234	- 1 164
<b>Endettement financier net</b>	<b>- 1 392</b>	<b>- 1 677</b>	<b>- 632</b>

Le détail de l'endettement financier est fourni en Note 20.

La variation des postes est explicitée par le Tableau des flux de trésorerie consolidé.

**Alpha M.O.S.**

Période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**



**EURAUDIT**  
Résidence "Cap Wilson"  
81, boulevard Carnot  
31000 Toulouse  
S.A.R.L. au capital de € 350.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Toulouse

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Le Compans, Immeuble B  
1, place Alfonse Jourdain  
B.P. 98536  
31685 Toulouse Cedex 06  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Alpha M.O.S.**

Période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Alpha M.O.S., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Continuité d'exploitation » de l'annexe justifiant l'application du principe de continuité d'exploitation.

## 2. Vérification spécifique

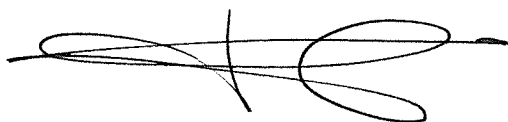
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Toulouse, le 31 mai 2013

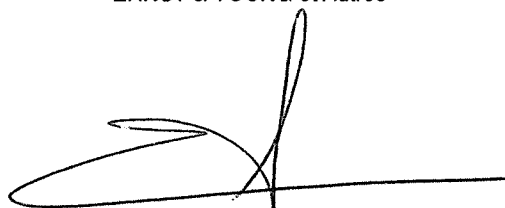
Les Commissaires aux Comptes

EURAUDIT

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a horizontal line extending to the right.

Julien Duffau

ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, featuring a large loop on the left, a vertical line on the right, and a horizontal line extending to the right.

Stéphanie Mounès



**ALPHA M.O.S SA**

**EXERCICE 2012/2013**

**ETAT CONSOLIDE  
DE SITUATION FINANCIERE INTERMEDIAIRE  
AU 31 MARS 2013**

## ETAT DE SITUATION FINANCIERE - ACTIF

ACTIF		31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
	Notes	(6 mois)	(12 mois)	(6 mois)
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations incorporelles	8	742 906	734 464	817 190
Ecart d'acquisition	6,14	448 921	483 921	483 921
Immobilisations corporelles	9	367 545	421 330	590 760
Immobilisations financières	10	200 557	159 387	187 714
Autres actifs non courants	11	0	0	100 000
<b>TOTAL I</b>		<b>1 760 009</b>	<b>1 799 101</b>	<b>2 179 585</b>
<b>Actifs courants</b>	14			
Stocks et en-cours	12	925 291	1 129 519	1 340 780
Clients et comptes rattachés	13	1 815 467	2 351 064	1 212 977
Autres actifs courants	15	1 293 868	1 791 065	1 869 002
Placement à court terme Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	678 786	45 257 519 205	45 257 488 289
<b>TOTAL II</b>		<b>4 713 414</b>	<b>5 836 111</b>	<b>4 956 306</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>6 473 423</b>	<b>7 635 215</b>	<b>7 135 886</b>

A compter de l'établissement de la situation au 31 mars 2013, afin d'améliorer la lisibilité des états financiers, les valeurs mobilières de placement faisant l'objet d'un nantissement au bénéfice d'un tiers à titre de garantie sont classées dans les immobilisations financières. Ces valeurs apparaissaient dans les Actifs courants – placement à court terme dans les précédents documents financiers.

## ETAT DE SITUATION FINANCIERE - PASSIF

PASSIF	Notes	31/03/2013 (6 mois)	30/09/2012 (12 mois)	31/03/2012 (6 mois)
<b>Capitaux propres</b>				
Capital	17	833 613	781 113	781 103
Primes liées au capital		1 349 236	12 164 084	12 163 881
Réserves		- 192 505	- 8 912 182	- 8 912 858
Résultat de l'exercice		-1 313 029	- 2 461 602	- 947 395
Ecart de conversion		- 109 654	- 48 259	- 40 049
Subventions d'investissements				
<b>TOTAL I</b>		<b>567 661</b>	<b>1 523 155</b>	<b>3 044 683</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Provisions pour risques et charges	18,19	555 539	234 239	152 395
Passifs financiers à long terme	20	1 152 345	1 456 826	736 325
		<b>1 707 884</b>	<b>1 691 065</b>	<b>888 720</b>
<b>Passifs courants</b>				
Passifs financiers à court terme	20	918 781	784 122	427 857
Fournisseurs et comptes rattachés		1 281 337	1 779 821	1 297 628
Autres dettes et comptes régul		1 997 760	1 857 052	1 477 000
<b>TOTAL II</b>		<b>4 197 878</b>	<b>4 420 995</b>	<b>3 202 485</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>6 473 423</b>	<b>7 635 215</b>	<b>7 135 886</b>

## COMPTE DE RESULTAT

	Notes	31/03/2013 (6 mois)	30/09/2012 (12 mois)	31/03/2012 (6 mois)
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>4 237 237</b>	<b>8 589 098</b>	<b>4 111 883</b>
Autres produits des activités courantes	26	182 278	984 760	816 454
Variation stock de produits finis		96 218	523 774	522 372
Achats consommés		- 1 520 978	-3 571 302	- 1 849 658
Charges de personnel	25	- 2 205 096	-4 912 467	- 2 585 617
Autres charges externes		- 1 425 586	-3 221 184	- 1 627 284
Impôts et taxes		- 67 931	-175 747	- 68 852
Dotations aux amortissements		- 180 388	-376 093	- 201 971
Variation des provisions		- 465 468	-215 869	- 70 077
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	-35 000		
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>- 1 384 709</b>	<b>-2 375 032</b>	<b>- 952 750</b>
Autres produits et charges opérationnels	28	24 924	-51 122	29 979
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>- 1 359 785</b>	<b>-2 426 154</b>	<b>- 922 770</b>
<b>Résultat financier</b>	29	<b>46 757</b>	<b>13 774</b>	<b>- 19 978</b>
<b>Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts</b>		<b>- 1 313 029</b>	<b>-2 412 381</b>	<b>- 942 748</b>
Impôt sur les bénéfices	24	0	-49 221	- 4 646
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>- 1 313 029</b>	<b>-2 461 602</b>	<b>- 947 394</b>
Part revenant aux intérêts minoritaires			0	0
<b>Résultat net part de groupe</b>		<b>- 1 313 029</b>	<b>- 2 461 602</b>	<b>- 947 394</b>

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros	31/03/2013	30/09/2012	30/03/2012
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>- 1313</b>	<b>-2462</b>	<b>- 947</b>
Ecart de conversion	-62	-22	-7
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-62	6	-7
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-1375</b>	<b>-2456</b>	<b>- 954</b>

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Capital Actions Ordinaires	Réserves et résultats non distribués	Ecart de Conversion	Total
<b>Au 30 septembre 2011</b>	<b>781</b>	<b>3.258</b>	<b>-26</b>	<b>4 013</b>
Augmentation de capital				
Prime d'émission				
Ecart de conversion			-14	-14
<b>Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres</b>			<b>-14</b>	<b>-14</b>
Paiements fondés sur des actions		3		3
Elimination des titres d'autocontrôle		0		
Autres		-10		-10
Résultat net		-947		-947
<b>Total des produits et charges de la période</b>		<b>-947</b>	<b>-14</b>	<b>-961</b>
<b>Au 31 mars 2012</b>	<b>781</b>	<b>2 304</b>	<b>-40</b>	<b>3 045</b>
Augmentation de capital				
Prime d'émission				
Ecart de conversion			-8	-8
<b>Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres</b>			<b>-8</b>	<b>-8</b>
Paiements fondés sur des actions		3		3
Autres		-2		-2
Résultat net		-1 515		- 1 515
<b>Total des produits et charges de la période</b>		<b>- 1515</b>		<b>-1 515</b>
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>781</b>	<b>790</b>	<b>-48</b>	<b>1 523</b>
Augmentation de capital	53			52
Prime d'émission		368		- 10 814
Réserves		-11 182		+ 11 182
Ecart de conversion		+11 182	-62	-62
<b>Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres</b>			<b>-62</b>	<b>-62</b>
Paiements fondés sur des actions				
Autres				
Résultat net		- 1313		- 1313
<b>Total des produits et charges de la période</b>				
<b>Au 31 mars 2013</b>	<b>834</b>	<b>- 155</b>	<b>-110</b>	<b>569</b>



**ALPHA MOS**  
**ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRE**

En € 000

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
	Net	Net	Net
Résultat net part du groupe	-1.313	-2.462	-947
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie:			
Amortissements et provisions	491	513	227
Impôts différés	0		0
Charges et produits liés aux stock options	0	5	3
Autres	0	-4	0
Variation des actifs et passifs courants:			
Stocks	204	619	407
Clients et comptes rattachés	536	-248	890
Autres actifs	497	-584	-661
Fournisseurs	-498	202	-281
Autres passifs	141	-280	-672
Variation des écarts de conversion	-61	-21	
<b>Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-4</b>	<b>-2.259</b>	<b>-1.034</b>
Acquisition d'immobilisations	-90	-550	-600
Cessions d'immobilisations		119	119
Autres variation des immobilisations financières	-45		
Variation des immobilisations financières	5	5	-24
<b>Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement</b>	<b>-130</b>	<b>-426</b>	<b>-505</b>
Augmentation de capital	400	0	0
Variation des emprunts LT	48	1125	344
Remboursement des emprunts à LT	-353	-60	
Variation des passifs financiers courants	21	503	292
Variation des dettes affacturage	141	139	
Cession de comptes à terme et des autres actifs détenus à des fins de transactions		100	
Titres d'auto-contrôle	0	0	
<b>Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement</b>	<b>257</b>	<b>1807</b>	<b>636</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>122</b>	<b>-878</b>	<b>-903</b>
Trésorerie en début d'exercice	557	1435	1435
Trésorerie en fin d'exercice	679	557	532

**GROUPE ALPHA MOS**  
**NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**  
**INTERMEDIAIRES**

**SOMMAIRE**

Présentation

Note 1 : Faits Majeurs de la période

Note 2 : Continuité d'exploitation

Note 3 : Evènements postérieurs à la clôture

Note 4 : Règles et méthodes comptables

Note 5 : Périmètre de consolidation

Note 6 : Ecart d'acquisition

Note 7 : Information sectorielle

Note 8 : Tableau de variation des immobilisations incorporelles

Note 9 : Tableau de variation des immobilisations corporelles

Note 10 : Tableau de variation des immobilisations financières

Note 11 : Autres actifs non courants

Note 12 : Stocks et en-cours

Note 13 : Clients et comptes rattachés

Note 14 : Evolution des provisions sur actif

Note 15 : Autres actifs courants

Note 16 : Trésorerie et équivalents

Note 17 : Composition du capital social

Note 18 : Provisions pour risques et charges

Note 19 : Indemnités de départ à la retraite

Note 20 : Passifs financiers

Note 21 : Passifs courants

Note 22 : Passifs éventuels

Note 23 : Information relative aux parties liées

Note 24 : Impôts

Note 25 : Charges de personnel

Note 26 : Autres produits des activités courantes

Note 27 : Frais de recherche et développement

Note 28 : Autres produits et charges opérationnels

Note 29 : Résultat Financier

Note 30 : Résultat par action

Note 31 : Effectif moyen

Note 32 : Engagements financiers

Note 33 : Rémunération des organes sociaux – modalités de rupture des mandats sociaux

Note 34 : Titres donnant accès au capital

Note 35 : Gestion des risques

Note 36 : Tableau de variation de l'endettement financier net

## PRESENTATION

Les présents comptes consolidés intermédiaires sont établis par ALPHA M.O.S, société anonyme de droit français dont le siège est à Toulouse (31400) 20 avenue Didier Daurat.

ALPHA M.O.S est une société d'instrumentation analytique qui conçoit, fabrique et commercialise, directement, via ses filiales et via des distributeurs :

- des produits propriétaires innovants dédiés à l'analyse d'odeur, goût et vision : les nez, langue et oeil électroniques
- des services d'analyse pour l'évaluation sensorielle et chimique
- des solutions de mesure en continu des nuisances olfactives en environnement
- une gamme complète d'instrumentation de chromatographie
- des technologies de pointe en préparation et extraction d'échantillon, automatisation et analyse chimique.

Créée en 1993, la société est cotée sur EuroNext Paris Eurolist – Compartiment C (FR0000062804 ALM) depuis 1998.

## NOTE 1 : FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2012/2013, courant du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013, a été marqué par les principaux événements suivants :

- Augmentation de capital réservée de 420.000 euros
- Poursuite de la réorganisation visant à réduire les coûts d'exploitation
- Obtention d'un accord C.C.S.F pour l'échelonnement sur 18 mois d'une dette sociale de 310 K€
- Mobilisation de la créance CIR 2011 auprès de OSEO pour 558 K€
- Poursuite du projet Perséides (D.G.A/Thalès)
- Démarrage de projets de développement collaboratifs (Open Food, Objects's world)

## NOTE 2 : CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les comptes intermédiaires ont été arrêtés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

Malgré un premier trimestre de l'exercice (4<sup>ème</sup> trimestre 2012) en retrait par rapport à celui de l'exercice précédent, le groupe a enregistré une progression de son activité sur le semestre (4,2 M€ contre 4,1 M€ en 2011/2012).

Toutefois, cette évolution est inférieure à l'objectif initial de progression sur l'exercice. En conséquence, la société revoit son objectif de croissance du chiffre d'affaires pour l'exercice en cours (2012/2013), compris entre + 3 % et + 7 % par rapport à l'exercice 2011/12.

Le management considère que ces hypothèses d'activité pour l'exercice 2012/2013 conjuguées aux outils de mobilisation des créances mis en place doivent permettre d'assurer le financement de l'exploitation de la société sous réserve de l'atteinte des objectifs commerciaux.

Le suivi régulier des commandes, des facturations, des coûts de fonctionnement et de la trésorerie a pour objet de contrôler la réalisation des objectifs fixés et d'ajuster les prévisions et les actions correctrices.

L'Assemblée Générale réunie le 27 mars 2013 a décidé une augmentation de capital de 420.000 euros qui a été intégralement souscrite et a donné au Conseil d'Administration l'autorisation de réaliser des opérations financières en vue de renforcer les Fonds propres de la société.

Le Conseil prévoit de faire usage de ces possibilités pour poursuivre le renforcement des capitaux propres de la société au cours des prochains mois.

### **NOTE 3 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Dans le cadre du contrat de prêt avec la société Total Développement Régional, la tranche complémentaire conditionnelle de 100 K€ a été débloquée en mai.

Un litige prudhommal a été initié par un ancien collaborateur au mois d'avril.

Il n'existe aucun évènement postérieur à la clôture dans les filiales de nature à avoir un impact sur la situation du groupe.

### **NOTE 4 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes consolidés IFRS présentés concernent la période de six mois du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 31 mars 2013 pour Alpha Mos S.A. (France), société consolidante, et ses filiales.

#### **1. Référentiel comptable**

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié, les comptes consolidés semestriels du groupe Alpha Mos au 31 mars 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes et à la Recommandation AMF N° 2012-16 relative à l'arrêté des comptes 2012.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels au 31 mars 2013 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 30 septembre 2012.

Les améliorations portées aux IFRS (troisième omnibus publié en mai 2010) sont une série d'amendements à diverses normes existantes se traduisant par des changements de présentation, de reconnaissance comptable, de méthodes de mesure ou de terminologie. Leur application est obligatoire à compter de l'exercice 2011 ou 2012, selon le cas. L'adoption de ces améliorations au cours de l'année n'a pas eu d'impact sur la position financière du Groupe ou les notes annexes.

Les autres normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012 n'ont pas eu d'incidence significative chiffrée pour le groupe au 31 mars 2013.

#### **2. Comptes consolidés**

Les comptes consolidés pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2012/2013, portant sur la période 1<sup>er</sup> octobre 2012 / 31 mars 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 mai 2013. Ils sont libellés en euros.

#### **3. Méthode de consolidation**

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Alpha Mos S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

#### **4. Conversion des comptes des filiales étrangères**

Les filiales ont pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture; leur compte de résultat est converti au taux moyen mensuel de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

## **5. Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de la situation au 31 mars 2013 n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## **6. Recours à des estimations**

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les principes énoncés ci-dessus oblige les dirigeants du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants consolidés des actifs et des passifs ainsi que les montants des charges et des produits enregistrés durant l'année dans le compte de résultat. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principaux postes concernés par ces estimations sont les suivants : les provisions sur stocks, les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur les comptes clients.

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation après analyse par famille de matériel stocké et/ou ligne à ligne pour les valeurs les plus substantielles, lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les risques ont fait l'objet d'une analyse par dossier objet d'une réclamation d'un tiers ou susceptible de donner lieu à une réclamation.

## **7. Produits des activités ordinaires**

Les produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) réalisé par le Groupe Alpha MOS se composent principalement de ventes de produits finis (nez, langues et oeils électroniques, chromatographes, échantillonneurs) dont le fait générateur de l'enregistrement en comptabilité est la livraison.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des prestations de services (études, travaux de recherche et développement..) est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation effective de ces prestations.

Conformément à la norme IAS 18 « Revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque la quasi totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des contrats de sous-traitance est comptabilisé en fonction du pourcentage d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture. Les produits du contrat sont rattachés aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Aux premiers stades du contrat, si le résultat de celui-ci ne peut-être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés qu'à concurrence des coûts encourus dont le recouvrement est attendu.

## **8. Autres produits des activités courantes**

Ils incluent principalement les subventions reçues dans le cadre de programmes de développement comptabilisées au prorata de l'avancement du projet et le crédit d'impôt recherche.

## **9. Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des Autres produits et charges opérationnels, qui comprennent principalement l'effet :
  - des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à-dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
  - des plus ou moins values ou dépréciations d'actifs,

- du résultat financier,
- des impôts courants et différés

## **10. Impôts différés**

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.

Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,33 % pour la société mère.

Compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des Impôts Différés Actifs, ils ne sont pas reconnus. A titre d'information, le montant théorique des Impôts Différés Actifs au 31 mars 2013 s'élevait à 4.423 K€.

## **11. Frais de recherche et de développement**

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut :

- démontrer son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- évaluer précisément les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement,
- évaluer le coût de cet actif de façon fiable.

Le Groupe suit l'évolution de ses projets de développement individuellement. A partir du moment où les conditions énoncées dans la norme sont réunies, les frais identifiés sur le plan analytique sont activés net des subventions ou aides publiques en conformité avec IAS 20. L'amortissement est calculé sur les durées standards suivantes :

- Projets de développement de logiciels : 3 ans
- Projets de développement d'instruments : 5 ans.

Ce rythme peut être accéléré en fonction des perspectives de rentabilité par projet.

Des provisions pour dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont constatés lorsqu'il apparaît que les avantages économiques attendus ne sont pas atteints.

## **12. Autres immobilisations incorporelles**

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement aux frais de dépôt de brevet (frais de dossiers) validés ou en cours de validation. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilisation estimée à 10 ans dès que leur validation est effective.

## **13. Ecart d'acquisition (Goodwill)**

La norme IFRS3 révisée est applicable à compter de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> octobre 2009. En application d'IFRS3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie remise le jour de l'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

L'excédent de la somme du coût d'acquisition et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part d'intérêt revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise ou à la juste valeur de l'ensemble des actifs nets de l'entité acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009 ont été comptabilisés selon la norme IFRS3 antérieure en application de laquelle, notamment, les frais d'acquisition étaient incorporés dans l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite ci-dessous.

Il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel, sur une ligne «Dépréciations de l'écart d'acquisition».

Pour le test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont rattachés aux Unités Génératrices de Trésorerie (ou groupes d'UGT) identifiés au sein du Groupe. Une UGT correspond à un ensemble homogène générant des flux de trésorerie identifiables et indépendants d'autres UGT.

#### 14. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Pilotes et prototypes	Linéaire	3 ans
Matériel industriel	Linéaire ou dégressif	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	8 ans
Agencements, aménagements, installations	Linéaire	10 ans

## **15. Contrats de location financement**

Les biens mobiliers détenus par voie de contrats de location sont comptabilisés au bilan quand la réalité économique du contrat correspond à un transfert de la propriété du bien et à un financement au regard de l'IAS 17.

## **16. Autres Actifs non courants**

Les autres actifs non courants correspondent aux impôts différés actifs ainsi qu'à la quote-part du crédit d'impôt recherche dont le dénouement prévu à ce jour va au-delà d'un an.

Il est rappelé qu'en raison des incertitudes sur leur recouvrabilité future, les impôts différés actifs ne sont pas reconnus (voir 4.10 supra).

## **17. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé**

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est passée en revue et en cas d'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinies.

## **18. Stocks et encours**

Les matières premières figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition hors frais de transport selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (Méthode F.I.F.O).

Les produits finis figurent à l'actif pour leur coût de revient qui intègre le coût de la matière première, les coûts de sous-traitance ainsi que les frais de main d'œuvre internes relatifs au contrôle qualité des capteurs.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués selon leur coût d'acquisition ou leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

## **19. Actifs et passifs financiers**

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par les normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir ».

Comme indiqué Note 4.5 supra, les Valeurs mobilières de placement nanties ont été reclassées en Immobilisations Financières à compter des présents comptes consolidés au 31 mars 2013.

### **19.1. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers**

#### **Prêts et créances**

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.



## **Actifs détenus à des fins de transaction**

Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat.

### **19.2 Évaluation et comptabilisation des passifs financiers**

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

### **19.3 Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés**

Le Groupe couvre ponctuellement les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme. Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les instruments dérivés utilisés par le groupe peuvent être désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie qui permettent de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place et si l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes pour les couvertures de flux futurs de trésorerie : la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en 'Résultat financier'. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

La société n'a qualifié aucun instrument de couverture à la clôture de la période.

Elle n'a utilisé aucun instrument de couverture sur la période.

## **20. Provisions pour risques et charges**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

## **21. Indemnités de départ à la retraite**

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations.

Les évaluations sont effectuées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode de calcul intègre principalement une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, et des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS. Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat.

## 22. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres). La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

## 23. Subventions publiques

Le dispositif français de Crédit Impôt recherche est considéré comme une subvention publique.

La part des sommes correspondant au Développement de produits spécifiques est classée en moins des actifs et imputée au compte de résultat au même rythme que l'amortissement des actifs correspondant, en diminution de la charge d'amortissement. La part correspondant aux travaux de recherche est comptabilisée en Autres Produits des activités courantes.

## NOTE 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Raison sociale	Forme	Siren	Capital social (en monnaie locale)	siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Alpha MOS	SA	389.274.846	833.603,40	Toulouse (31)	société mère	société mère	IG
Alpha MOS America	Inc (USA)	-	2.114.779	Maryland	100 %	100 %	IG
Alpha MOS UK	Ltd (U.K.)	-	2	Coventry	100 %	100%	IG
Alpha Mos Japan	KK (Japan)	-	10.000.000	Tokyo	100%	100%	IG
Alpha MOS (Shanghai) Instruments Trading Co	WOFE		1 000 002	Shanghai	100%	100%	IG

Alpha MOS UK n'a pas d'activité significative depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

## NOTE 6 - ECART D'ACQUISITION

Alpha Mos S.A. a acquis le 11 juillet 2008 la totalité des parts sociales de la société française Périchrom installée en région parisienne et dont l'objet social est la fabrication et la vente de matériels et consommables destinés aux laboratoires.

Le prix d'acquisition des parts s'élève à 440 K€, dont 140 K€ payé le jour de l'acquisition, 153 K€ sur la période après l'application d'un ajustement à la baisse de 47 k€. Le solde de 100 K€ était payable à l'acquéreur à partir du 12 janvier 2010 sous certaines conditions suspensives et le paiement est intervenu au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

La société Perichrom a été absorbée par Alpha MOS SA au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

L'acquisition de la société Périchrom a généré un écart d'acquisition de 484 K€ qui s'établit comme suit:

Prix d'acquisition	440 K€
Ajustement de prix	(47) K€
Frais d'acquisition intégrés au coût des titres	76 K€
Capitaux propres de la société Périchrom au 11/07/2008	<u>-15 K€</u>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>484K€</b>

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition de Périchrom est affecté est appréciée en fonction de la plus forte valeur entre:

- la valeur d'utilité appréciée sur la base des cash-flows futurs de trésorerie actualisés
- la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Suite au test réalisé au 31 mars 2013, la société a comptabilisé une perte de valeur de 35 K€.

Les hypothèses retenues sont :

- période de projection des flux de trésorerie 2013-2016
- taux de croissance : 0 % (stabilité de l'activité sur la période)
- taux d'actualisation appliqué aux projections de flux de trésorerie : 15 %

## NOTE 7 - INFORMATION SECTORIELLE

Alpha M.O.S. n'opère que sur un seul secteur d'activité.

Sur le plan géographique, le Groupe commercialise ses produits aux Etats-Unis à travers sa filiale américaine et au Japon par l'intermédiaire de sa filiale Alpha Mos Japan qui a débuté son activité commerciale depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009. Sur la période, et comme au cours de l'exercice 2011/2012, la filiale chinoise créée en 2011 a exercé une activité commerciale et de support technique, les ventes sur la zone étant réalisées directement par la société-mère.

La société mère opère sur le reste du monde.

Ainsi, l'information sectorielle est détaillée comme suit par zone géographique :

	Social USA Alpha Mos America Inc	Social Japon Alpha Mos Japan	Social Chine	Social France	Social Elimination	Total
<b>Au 31 mars 2013</b>						
Chiffre d'affaires (1)	549	1 228	39	3 110	- 689	4 237
Valeur comptable des actifs (2)	509	879	307	6 408	- 1 630	6 473
Investissements corporels et incorporels (2)	0	8		98		106
<b>Au 30 Septembre 2012</b>						
Chiffre d'affaires (1)	1 609	2 562	48	6 433	-2 063	8 589
Valeur comptable des actifs (2)	656	1 536	331	7 512	-2 401	7 635
Investissements corporels et incorporels (2)	0	0		590	0	590
<b>Au 31 mars 2012 (3)</b>						
Chiffre d'affaires (1)	795	1 201		3 269	-1 153	4 112
Valeur comptable des actifs (2)	706	1 001		9 390	-3 961	7 136
Investissements corporels et incorporels (2)	0	64		678	-142	600

(1) Selon la situation géographique

(2) Selon l'implantation géographique des actifs

(3) Au 31 mars 2012, les éléments afférents à la Chine étaient inclus dans les données France/reste du monde.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

## NOTE 8 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles	30/09/2012	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2013
<b>Valeurs brutes</b>				
Frais R&D	813	55	81	787
Brevets	313			313
Brevets en cours de validation	23		-3	26
Logiciels	102	5		107
Logiciels en cours	2			2
<b>Total</b>	<b>1 253</b>	<b>60</b>	<b>78</b>	<b>1 235</b>
<b>Amortissements et perte de valeur</b>				
	30/09/2012	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/03/2013
Amortissement des frais de R&D	218	42	81	180
Amortissement des brevets	199	11		201
Amortissement logiciels	102	1		103
<b>Total</b>	<b>519</b>	<b>54</b>	<b>81</b>	<b>292</b>
<b><u>Valeur nette</u></b>	<b><u>734</u></b>			<b><u>743</u></b>

L'évolution des frais de R&D immobilisés au cours de l'exercice intègre les charges immobilisées conformément aux principes d'IAS38.

## NOTE 9 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles	30/09/2012	Augmentations de la période	Cessions de la période et écart conversion	31/03/2013
<b>Valeurs brutes</b>				
Installations générales	227	15	1	240
Installations techniques, matériel et outillage	1 161	22	354	828
Matériel de bureau & informatique	229	6	13	222
Mobilier de bureau	31			31
Véhicules	68			68
Véhicules en location financement	0			
<b>Total</b>	<b>1 716</b>	<b>43</b>	<b>369</b>	<b>1 390</b>
Dont écart de conversion			13	

<b>Amortissements et perte de valeur</b>	<b>30/09/2012</b>	<b>Augmentations de la période</b>	<b>Cessions de la période et écart conversion</b>	<b>31/03/2013</b>
Amortissements installations générales	148	7	1	154
Amortissements matériel et outillage	858	70	339	589
Amortissements matériel de bureau et informatique	199	8	23	184
Amortissements mobilier de bureau	28	4		32
Amortissements véhicules	62	2		64
Amortissements véhicules en location	0			0
<b>Total</b>	<b>1 295</b>	<b>91</b>	<b>364</b>	<b>1 022</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>421</b>			<b>368</b>
Dont écart de conversion			10	

La diminution des immobilisations corporelles brutes (principalement installations technique, matériels et outillages) correspond à la mise au rebut/destruction d'équipements anciens totalement amortis suite à un inventaire physique exhaustif.

## **NOTE 10 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

	<b>30/09/2012</b>	<b>Augmentations de la période</b>	<b>Diminutions de la période</b>	<b>31/03/2013</b>
<b>Valeurs brutes</b>				
Prêts	42	2		44
Dépôts et cautionnements	117	1	7	111
Valeurs mobilières de placement		45		45
<b>Total</b>	<b>159</b>	<b>48</b>	<b>7</b>	<b>200</b>

L'augmentation du poste V.M.P. correspond au reclassement des SICAV nanties au bénéfice d'un établissement financier.

A compter de l'établissement de la situation au 31 mars 2013, afin d'améliorer la lisibilité des états financiers, les valeurs mobilières de placement faisant l'objet d'un nantissement au bénéfice d'un tiers à titre de garantie sont classées dans les immobilisations financières. Ces valeurs apparaissaient dans les Actifs courants – placement à court terme dans les précédents documents financiers.

## **NOTE 11 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS**

Le groupe ne détient pas d'autres actifs non courants au 31 mars 2013.

Au 31 mars 2012, ce poste s'élevait à 100 K€ correspondant à un placement financier (compte à terme) nanti au bénéfice d'un établissement bancaire en contre garantie d'une caution délivrée dans le cadre du litige sur le prix d'acquisition de Perichrom. Ce litige a été soldé au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'exercice 2011/12 par le paiement du solde du prix d'acquisition. Le poste était donc nul au 30 septembre 2012.

Il est rappelé que compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des impôts différés actifs, ces derniers ne sont pas activés par le groupe dans les comptes consolidés (voir Note 4 supra).

Il est précisé que le Crédit Impôt Recherche calculé au titre des 6 premiers mois de l'exercice 2012/2013 représentant un montant de 147 K€ est classé en autres actifs courants, compte tenu de la possibilité de mobiliser cette créance.

## NOTE 12 - STOCKS ET EN-COURS

Valeurs brutes	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Matières premières	1 117	1 156	1 184
Produits finis	214	273	322
<b>Valeur brute</b>	<b>1 331</b>	<b>1 429</b>	<b>1 506</b>
<b>Dépréciation</b>			
Matières premières	339	255	87
Produits finis	67	45	78
<b>Total Provisions</b>	<b>406</b>	<b>300</b>	<b>165</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>925</b>	<b>1 129</b>	<b>1 341</b>

L'ensemble des stocks de Matières premières sont localisés chez Alpha MOS SA. Au 31 Mars 2013, les stocks de produits finis concernent principalement les filiales.

## NOTE 13 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	Montant brut	Moins d'un an	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Clients douteux	147		147	
Clients et comptes rattachés	1 806	1 806		
<b>Total</b>	<b>1 953</b>	<b>1 806</b>	<b>147</b>	<b>0</b>
Provisions pour dépréciation	137		137	
<b>Valeur Nette</b>	<b>1 816</b>	<b>1 808</b>	<b>8</b>	<b>0</b>
<i>Rappel 30/09/2012 - Valeur nette</i>	<i>2 351</i>	<i>2 336</i>	<i>15</i>	<i>0</i>

Le poste Clients intègre un montant de 435 K€ ayant fait l'objet d'une cession antérieurement au 31 mars 2013 (contre 392 K€ au 30 septembre 2012) à une société d'affacturage.

Le montant financé à la même date (280 K€) figure en Passifs financiers à court terme.

Sur les créances à moins d'un an, l'antériorité est la suivante :

- Moins de 30 jours 1 360
- Entre 31 et 60 jours 208
- Entre 60 et 90 jours 240

## NOTE 14 – EVOLUTION DES PROVISIONS SUR ACTIF

	30/09/2012	Augmentation de la période	Reprise de la période Utilisées non utilisées	31/03/2013
Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles	30	35		65
Provision pour dépréciation des créances douteuses	98	41	2	137
Provision pour dépréciation des stocks	300	106		406
<b>Total</b>	<b>428</b>	<b>182</b>	<b>2</b>	<b>608</b>

## NOTE 15 – AUTRES ACTIFS COURANTS

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Autres actifs courants	571	589	445
Crédit Impôt Recherche	524	1 062	1254
Charges constatées d'avance	198	140	170
<b>Total</b>	<b>1 294</b>	<b>1 791</b>	<b>1 869</b>

Les autres actifs courants sont composés principalement de créances fiscales (TVA déductible à récupérer), de créances sur le factor dont le dépôt de garantie, ainsi que d'avances versées aux fournisseurs.

La créance de CIR comprend la créance au titre des 9 premiers mois de l'année civile 2012 à hauteur de 377 K€ et le montant calculé au titre des 6 premiers mois de l'exercice 2012/2013 à hauteur de 147 K€, comprenant le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2012 et le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2013.

Au titre de la mobilisation auprès d'OSEO de la créance de CIR de l'année civile 2011, une retenue de garantie d'un montant de 140 K€ (correspondant à 20 % de la créance) figure en Autres Actifs courants. Cette somme a été encaissée en mai 2013.

## NOTE 16 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS

Les valeurs mobilières de placement (45 K€) constituées de SICAV nanties en garantie d'un prêt à moyen terme LCL ont été reclassées en Immobilisations financières (voir Notes 4.5 et 4.19).

La trésorerie se répartissait comme suit (contrepartie en K€) au 31 mars 2013 :

France (EUR)	474
Etats Unis (USD)	(9)
Japon (JPY)	151
Chine (RMB)	17

## NOTE 17 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 mars 2013, le capital social était composé de 4.168.017 titres d'une valeur nominale de € 0,2.

Catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de période	Créés pendant la période	Remboursés pendant la période	En fin de période
Actions ordinaires	0,2 €	3 905 517	262 500	0	4 168 017

La société ne détient aucun titre en propre au 31 mars 2013.

Au 31 mars 2013, il restait 15 668 titres sur le contrat de liquidité (Au 30 septembre 2012 : 23 900 titres).

## NOTE 18 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	30/09/2012	Dotations	Reprises Utilisées	31/03/2013
Provisions pour litige	160	340	48	452
Provision pour indemnité de départ retraite	74	5		79
Provision pour perte à terminaison		24		24
<b>Total</b>	<b>234</b>	<b>369</b>	<b>48</b>	<b>555</b>

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs.

Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante. Le Groupe se défend devant les tribunaux chaque fois qu'il s'estime dans son droit.

Des provisions relatives à chaque risque sont constituées au fur et à mesure en fonction des avis d'experts et du stade d'évolution de chaque dossier traité individuellement.

Il existe plusieurs litiges prud'homaux et commerciaux en cours.

La provision pour perte à terminaison concerne le projet Perseides .

Par ailleurs, le Groupe a estimé que certains projets dans lesquels il est engagé pourraient amener des tiers à présenter des demandes à son encontre, sur divers fondements. Sans reconnaître le bien-fondé d'éventuelles réclamations, le Groupe a estimé nécessaire de comptabiliser des provisions à ce titre.

Le risque global sur ces affaires au 31 mars 2013 est évalué par la société à 452 K€.

## NOTE 19 – INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Les engagements de retraite de la société française (Indemnité de Fin de Carrière) reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :



- Taux d'actualisation : 4 % au 31 mars 2013
- Taux de progression des salaires : 3,3 % pour les cadres et 3,3% pour les non cadres,
- Taux de rotation du personnel : 11,5% (selon l'âge),
- Table de mortalité : TD 88-90
- Age de départ : 65 ans

La provision calculée au 31 mars 2013 selon ces hypothèses s'élève à 79 K€ et impacte ainsi le résultat consolidé de la période pour 5 K€.

## NOTE 20 – PASSIFS FINANCIERS

	Total	Courants (moins d'1 an)	Non courants (plus d'1 an)
Emprunts bancaires et assimilés	2 069	915	1 154
Intérêts courus non échus	2	2	
<b>Total</b>	<b>2 071</b>	<b>917</b>	<b>1 154</b>
<i>Rappel 30/09/2012</i>	<i>2 241</i>	<i>784</i>	<i>1 457</i>

La diminution des passifs financiers sur la période enregistre principalement l'effet de l'amortissement de l'emprunt Crédit Lyonnais et de l'emprunt de la filiale japonaise.

Aucun nouveau concours n'a été mis en place durant la période, à l'exception d'une avance remboursable de 48 K€ par OSEO pour le projet OptiCook.

Au 31 mars 2013, les principaux postes sont les suivants :

- Crédit Lyonnais : Prêt de 300 K€ souscrit en septembre 2009, amortissable sur 5 ans par trimestrialités constantes. Capital restant du au 31 mars 2013 : 96 K€
- Total Développement Régional : Prêt de 300 K€ sur 5 ans souscrit en Juin 2012 amortissable mensuellement avec un différé de 24 mois. Taux fixe de 1 %

Ce concours a été débloqué à hauteur de 200 K€, le solde pouvant être tiré moyennant la réalisation d'un ensemble de conditions liées à un programme de développement avant le 31 décembre 2014. Le solde a été débloqué au mois de mai 2013.

- OSEO : Prêt PTZ Innovation de 480 K€ sur 26 trimestres souscrit en Juillet 2012 amortissable trimestriellement avec un différé de 11 trimestres. Taux 0 %. Ce prêt a pour objet le financement d'un programme de développement technique.
- OSEO : Prêt Export de 150 K€ sur 6 ans souscrit en Janvier 2012 amortissable trimestriellement avec un différé d'un an. Taux 5,47 %

Ce prêt est garanti à 60 % par le Fonds international. Un dépôt de garantie de 7,5 K€ a été constitué. Il figure dans les dépôts de garantie en Immobilisations financières. Assurance du dirigeant.

Aucun des emprunts souscrits ne comporte de covenant.

Le poste intègre par ailleurs les financements obtenus pour le financement de l'activité internationale auprès de la COFACE (Contrats Assurance Prospection) ainsi qu'un concours de préfinancement des dépenses de prospection d'un montant de 250 K€ obtenu auprès de BNP Paribas.

Les dettes en Euros à plus d'un an représentent 1.282 K€ en valeur brute et 1.154 K€ après actualisation.

La filiale japonaise a contracté un emprunt de 60 millions de yens (598 K€). Au 31 mars 2013, le solde du s'élevait à 231 K€, en totalité à moins d'un an.

Les passifs financiers à moins d'un an se répartissent comme suit :

Alpha MOS SA	
• Prêt LCL	63
• Prêt Export Oseo	30
• Concours CT BNP Paribas	250
• Affacturage	280
• COFACE Japon	30
• Interêts courus non échus	2
Alpha MOS Japan KK	
• Quote-part à moins d'un an	231
Alpha Mos WOFE (Chine)	30

## NOTE 21 – PASSIFS COURANTS

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Fournisseurs et comptes rattachés	1 281	1 780	1 298
Autres dettes	1 478	1 622	1 298
Produits constatés d'avance	520	234	179
<b>Total</b>	<b>3 279</b>	<b>3 636</b>	<b>2 775</b>

Les autres dettes comprennent les dettes fiscales et sociales, les acomptes versés par les clients et les subventions d'investissement.

## NOTE 22 – PASSIFS EVENTUELS

- Des litiges sont en cours à la date de clôture. Diverses provisions destinées à couvrir les risques ont été constituées pour un montant total de 476 K€.
- Droit individuel à la formation :

Le volume d'heures de formation cumulées au 31 mars 2013 s'élève à 3.582 heures (contre 3.322 heures au 30 septembre 2012 et 3.608 heures au 31 mars 2012).

## NOTE 23 – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Il s'agit des filiales de commercialisation établies au Japon, aux Etats-Unis et en Chine qui sont consolidées.

	30/09/2012	31/03/2013
Participations	2.263	2.263
Créances rattachées à des participations	677	864
Prêts	1.552	2.135
Créances clients et comptes rattachés	1.387	654

Dettes rattachées à des participations	210	171
Dettes Fournisseurs	0	5
Chiffre d'affaires	2.079	593
Produits Financiers	22	7
Charges financières	7	3
Reprise sur provisions	189	324
Dotations aux provisions	1.265	816

## NOTE 24 – IMPOTS

### 24.1 Preuve de l'impôt

<b>Résultat comptable avant impôts au 31/03/2013</b>	<b>-1 313</b>
Impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante	438
Différences permanentes	(5)
Différences temporaires	
Incidence des pertes fiscales sur le résultat	(532)
Différentiels des taux d'imposition	
Autres	99
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>0</b>

### 24.2 - Déficits fiscaux :

Au 31 mars 2013, le montant des déficits reportables est le suivant :

Déficits fiscaux ordinaires France	9.001 K€	
Déficits fiscaux US	3.078 K€	(donnée au 30 septembre 2012 : 3.980 K\$)

L'imputation de ces déficits sur des bénéfices futurs ne peut pas s'envisager avec certitude à court terme. En conséquence, la société ne comptabilise pas les impôts différés actifs.

Au titre de l'annexe aux comptes au 31 mars 2012, la société avait retenu un déficit fiscal de 6.255 K€ comprenant à hauteur de 873 K€ le déficit fiscal de la société Perichrom qui avait fait l'objet au cours dudit exercice d'une fusion-absorption. Ces conditions de reprise de ce déficit par Alpha Mos S.A. n'étant pas réunies, ce montant est définitivement perdu.

Le déficit reportable France au 31 mars 2013 doit donc être comparé à un déficit fiscal reportable de 5.382 K€ au 31 mars 2012.

## NOTE 25 – CHARGES DE PERSONNEL

25.1 - Les charges de personnel incluent la valorisation des bons de souscription d'actions consentis au personnel qui est nulle pour la période.

25.2 – La répartition des charges de personnel est la suivante :

France	1.582 K€
Japon	286 K€
Etats-Unis	204 K€
Chine	133 K€

Le représentant en Inde est géré à travers un contrat de portage avec une société indienne dont il est salarié. Les honoraires de cette société sont enregistrés en Autres charges externes et n'ont pas été reclassés en Charges de Personnel. L'impact n'est pas significatif.

## NOTE 26 – AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Subventions d'exploitation	14	1	0
Divers	36	51	31
Crédit d'impôt recherche	130	933	785
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>985</b>	<b>816</b>

Les subventions d'exploitation ont été reçues pour financer partiellement certains projets de recherche engagés par la société et un contrat CIFRE.

Le poste Divers comprend essentiellement des transferts de charges.

Le Poste Crédit Impôt Recherche est constitué du CIR sur le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2012/13.

Au 31 mars 2012, ce poste intégrait des demandes rectificatives au titre des exercices antérieurs à hauteur de 651 K€ dont le remboursement a été obtenu au cours de l'été 2012.

## NOTE 27 – FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les charges directes de R&D hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour la période à 558 K€ contre 1.022 K€ pour le premier semestre 2011/2012.

Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités, des dépenses de fonctionnement directes (hors affectation de frais administratifs indirects) associées (études et prestations, fournitures et petit matériel), ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature.

Ces charges sont comptabilisées exclusivement sur la société-mère consolidante, les filiales exerçant exclusivement une activité de commercialisation et de prestation de services associés.

Le montant ci-dessus s'entend avant activation d'une partie de ces charges en application d'IAS38.

## NOTE 28 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les principaux postes comptabilisés en Autres produits et charges opérationnels sont :

	31/3/2013	30/09/2012	31/03/2012
Produits (charges) sur ex. antérieurs	37	- 9	12
Amendes et pénalités diverses	- 38	- 27	0
Produits (charges) net sur cessions d'immo.	- 2	29	46
Autres produits (charges)	27	- 44	- 28
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>- 51</b>	<b>30</b>

Alpha MOS – Exercice 2012/13 - Etat consolidé de situation financière intermédiaire - 31 mars 2013

## NOTE 29 - RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier intègre :

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Résultat de change	39	5	-3
Produits nets sur cession de VMP et juste valeur	0	0	0
Dotations/reprise sur provision financière	0	0	0
Autres charges/produits financiers	9	9	- 17
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>14</b>	<b>- 20</b>

Le solde net des charges et produits financiers intègre 3 K€ de produits financiers en France et au Japon et 19 K€ de frais financiers (France 13 K€) ainsi que les retraitements de consolidation dont l'actualisation des emprunts.

## NOTE 30 – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation (3 949 267) est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées de la détention par le Groupe de ses propres actions (à travers le contrat de liquidité).

Le nombre maximum d'actions à créer en tenant compte de l'exercice de l'ensemble des instruments détaillés Note 34 est de 764 415. Ce nombre n'inclut pas les actions pouvant être créées au titre des délégations données au Conseil d'Administration par l'Assemblée générale du 27 Mars 2013 (Note 34)

Nombre d'actions dilué :	4 713 682
Résultat net par action :	- 0,33 €
Résultat net par action dilué :	- 0,33 €

## NOTE 31 – EFFECTIF MOYEN

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
<b>Effectif moyen France</b>	<b>54</b>	<b>55</b>	<b>59</b>
- cadres (y compris mandataire social)	35	39	39
- non cadres	19	16	20
<b>Effectif moyen Filiales</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>23</b>
<b>Total</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>82</b>

## NOTE 32 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Affacturage : Au 31 mars 2013, l'encours de créances cédées était de 435 K€. Le contrat d'affacturage ne comprend pas d'assurance-crédit et les impayés clients éventuels sont supportés par Alpha Mos. En conséquence, Alpha MOS supportant les risques de crédit et de retard de paiement, les créances ont été maintenues à l'actif. Les créances cédées à l'affacteur ne peuvent être cédées ou nanties au bénéfice d'un tiers.

Crédit-bail : Le groupe n'a pas de contrat de crédit-bail en cours.

Locations : La société a conclu un certain nombre de contrats de location relatifs à des véhicules, des équipements informatiques et bureautique et des logiciels.

Le montant des loyers dus au titre de ces contrats s'élève à 141 K€ à moins d'un an et 65 K€ à plus d'un an.

Ventes et achats à terme de devises :

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change, mais couvre ponctuellement des rentrées ou des sorties significatives de devises par le biais de ventes ou achats à terme à un cours garanti pendant une période définie.

Au 31 mars 2013, la société n'avait aucun engagement à terme ou sur instrument dérivé.

### Garanties données

Bénéficiaire	Nature	Montant
LCL (Prêt)	Nantissement titres	45 K€
Clients Inde	Garantie de bonne fin	7 K€

### Garanties reçues

Objet

Prêt LCL	Garantie OSEO sur 60 %	
Prêt OSEO 150 K€	Garantie Fonds International	
Prêt 60 MYens (Alpha MOS KK)	Caution personnelle du dirigeant de filiale	
Concours BNP 250 K€	Participation en risque COFACE	200 K€
Location Informatique BNP	Garantie OSEO	102 K€
Garantie bancaire	Garantie à première demande Client Inde	7 K€

### Engagements de retraite :

L'évaluation des engagements au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 79 K€. (Voir Note 19)

## NOTE 33 – REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION – MODALITES DE RUPTURE DES MANDATS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction ne concerne que la rémunération du Président du Conseil d'Administration pour l'année 2012.

Pour le 31 mars 2013, elle intègre à compter du 22 janvier 2013, la rémunération du Directeur général délégué. Elle se compose, avantages en nature compris, comme suit :

	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Traitement PDG avantages en nature compris en euro	82.426	206.305	87.106
Traitement DGD	17.177		

Au cours de l'exercice 2011/2012, le montant inclut le versement d'une rémunération variable au titre de l'exercice précédent.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 30 mars 2012 a fixé au montant maximal de 30.000 euros les jetons de présence pouvant être versés aux administrateurs pour l'exercice 2011/2012.

Le Conseil d'Administration du 22 Janvier 2013 a procédé à l'attribution de cette somme à hauteur de 22.500 euros aux 3 administrateurs indépendants.

L'Assemblée Générale du 27 mars 2013 a fixé à 30.000 euros le montant maximum des jetons de présence pouvant être attribués aux administrateurs au titre de l'exercice en cours (7<sup>ème</sup> résolution).

Il n'est prévu aucune modalité particulière de rupture des mandats sociaux.

### NOTE 34 – TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL

L'Assemblée Générale, statuant en matière extraordinaire, a consenti diverses autorisations au Conseil d'Administration aux fins de donner accès au capital social.

Ces programmes et leur état d'utilisation au 31 mars 2013 sont détaillés ci-dessous :

#### Bons de souscription d'actions

Date d'assemblée	12 février 2010	28 mars 2011	27 juin 2011
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	269 000	67 826	513 835
Dont Conseil d'Administration	192 000	15 000	121 610
Point de départ d'exercice des 1ers BSA	1 <sup>er</sup> juin 2010	29 mars 2011	29 juillet 2011
Date d'expiration des derniers BSA	12 février 2014	28 mars 2015	30 avril 2013
Prix de souscription	3.30 €	2.58 €	4.25 €
Nbre actions souscrites au 31 mars 2013	0	0	420
Nbre actions annulées au 31 mars 2013	59 000	67 826	0
Solde actions à souscrire au 31 mars 2013	210 000	0	513 415

- Au titre des BSA attribués à l'occasion de l'augmentation de capital du 27 juin 2011, aucun BSA n'a été exercé entre le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 31 mars 2013.

Au 30 septembre 2012, 420 bons avaient été exercés :

- dont 325 au titre de 2011 donnant lieu à la création de 325 actions nouvelles qui ont été constatées par le Conseil d'Administration du 22 janvier 2013
- et 95 au titre de l'année civile 2012 donnant lieu à la création de 95 actions nouvelles qui seront constatées par le Conseil d'Administration du 31 mai 2013.

980 bons ont été exercés au mois d'Avril 2013, donnant lieu à la création de 980 actions nouvelles qui seront constatées par le Conseil d'Administration du 31 mai 2013.

Le solde des bons non exercés au titre de ce plan, est 512.435. Ces bons sont caducs depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 et radiés.

## Options de souscription d'actions

Date d'assemblée	31 mars 2008
Dates des conseils d'administration	9 juillet 2009
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	79 000
Dont Conseil d'Administration	0
Point de départ d'exercice des 1ères options	09 juillet 2013
Date d'expiration des dernières options	09 juillet 2016
Prix de souscription	3,24 euros
Nombre d'actions souscrites au 31 mars 2013	0
Nombre d'actions annulées au 31 mars 2013	38 000
Solde d'actions à souscrire au 31 mars 2013	41 000

## BSPCE

Le plan de BSPCE décidé par le Conseil d'Administration du 25 octobre 2007, sur délégation de l'Assemblée du 30 mars 2007 pour lequel 63.500 actions restaient à souscrire au 30 septembre 2012 est devenu caduc à son terme du 25 octobre 2012.

Aucune option n'a été exercée entre le 30 septembre 2012 et le 25 octobre 2012.

## Actions gratuites

Depuis le 28 septembre 2012, le Conseil d'Administration ne disposait plus d'autorisation ou délégation lui permettant d'attribuer des actions gratuites.

## Nouvelles autorisations

L'Assemblée Générale du 27 mars 2013, statuant en matière extraordinaire, a, dans ses résolutions 13 à 20, donné délégation au Conseil d'Administration aux fins de décider, en une ou plusieurs fois et sous diverses conditions, des augmentations de capital social pour un montant nominal maximal de 800.000 euros et des émissions de titre de créance pour 20 millions d'euros.

La 21<sup>ème</sup> résolution autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la société, dans la limite susvisée.

La 23<sup>ème</sup> résolution délègue au Conseil d'Administration la possibilité de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions.

La 24<sup>ème</sup> résolution délègue au Conseil d'Administration la possibilité d'attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Toutes ces délégations sont consenties dans la limite de 10 % du capital social existant à la date de la décision du Conseil, par période de 12 mois.

Les délégations sont consenties pour une période de 26 mois soit jusqu'au 27 mai 2015.

Le nombre maximal d'actions pouvant être créées est de 4 millions.

Aucune des résolutions ci-avant décrite n'a été utilisée au 31 mars 2013, ni à la date d'arrêtés des comptes consolidés.

Le texte intégral des résolutions est publié sur le site de la société :  
<http://www.alpha-mos.com/fr/alpha-mos/information-investisseurs.php>

## Valeur des options et comptabilisation :

Les options sont évaluées selon le modèle de Black & Scholes.



Les hypothèses retenues pour la valorisation de la juste valeur des options sont les suivantes :

	Plan BSA 30/03/2007	Plan BSA 31/05/2010	Plan BSPCE 30/03/2007	Plan options 31/03/2008	Plan BSA 15/09/2011
Volatilité attendue	53%	42%	58%	45%	49%
Taux sans risque appliqué	2,80%	1,70%	3%	3%	1,70%
Taux de distribution	0%	0%	0%	0%	0%

Aucune charge n'a été comptabilisée sur la période au titre de ces plans contre - 5 K€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 (en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées).

## NOTE 35 – GESTION DES RISQUES

### Cours de conversion des devises employées

Devises	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012
Dollar américain (1\$ = ...€)			
Cours de clôture	0,7809	0,7734	0,74965
Cours moyen	0,764	0,769	0,748
Yen japonais (1JPY = ...€)			
Cours de clôture	0,008273	0,009963	0,00911
Cours moyen	0,00877	0,00976	0,00952
RMB chinois (1 RMB = ...€)			
Cours de clôture	0,125628	0,12306	0,11853
Cours moyen	0,12145	0,12138	0,11794

### Risques de change

Chaque société du groupe réalise sa facturation dans sa devise nationale :

- France Facturation en Euros pour ses clients directs y compris vers les clients directs de la zone Asie et envers ses filiales
- Etats-Unis Facturation en Dollars américains
- Japon Facturation en Yens
- Chine Facturation en Yuans

Sur la période, les ventes réalisées en USD représentent 12,9 % du chiffre d'affaires total et les ventes en yen représentent 28,9 %. Les ventes en Yuans ne sont pas significatives.

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change, mais couvre ponctuellement des rentrées ou des sorties significatives de devises par le biais de ventes ou achats à terme à un cours garanti pendant une période définie.

### Risques de taux

Tous les engagements financiers de la société sont à taux fixe.

### Risques de liquidité

La société a mis en place au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012 un ensemble de financements destinés à lui permettre d'assurer sa liquidité. Cette politique de gestion de la trésorerie est poursuivie sur l'exercice ouvert depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 par le recours à l'affacturage et à la mobilisation de diverses créances.

Il existe un risque qu'en cas de ventes insuffisantes, la société ne dispose pas d'un volume de créances à mobiliser suffisant pour exécuter ses engagements. Il existe un risque que certaines créances de la société ne soient pas mobilisées par ses partenaires financiers en raison de la nature ou de la localisation des débiteurs.

L'Assemblée Générale réunie le 27 mars 2013 a décidé une augmentation de capital de 420.000 euros qui a été intégralement souscrite et a donné au Conseil d'Administration l'autorisation de réaliser des opérations financières en vue de renforcer les fonds de la société.

Le Conseil prévoit de faire usage de ces possibilités pour poursuivre le renforcement des capitaux propres de la société au cours des prochains mois.

Sous cette hypothèse, la société estime disposer des moyens de financement nécessaires pour la poursuite de son activité et le respect de ses engagements.

### Risques liés à l'exécution des contrats

Il existe un risque que, en cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations envers ses partenaires, la société puisse être redevable de pénalités. Notamment, il existe un risque en cas de retard de livraison de matériel ou d'exécution de contrats de services ou de développement.

### Gestion du capital

L'objectif principal d'Alpha Mos en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter et pérenniser son activité avec ses clients et ses relations avec ses salariés, et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster son capital, le Groupe a, par le passé, et pourra, pour le futur, procéder à des augmentations de capital.

Il est rappelé que Alpha Mos a procédé au cours de la période à une augmentation de capital de 420.000 euros (voir Notes 1,16 et 17).

## **NOTE 36 – TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

	<b>31/03/2013</b>	<b>30/09/2012</b>	<b>31/03/2012</b>
Trésorerie brute	679	564	533
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	2	7	- 1
<b>Trésorerie nette</b>	<b>677</b>	<b>557</b>	<b>532</b>
Endettement financier brut	- 2 069	- 2 234	- 1 164
<b>Endettement financier net</b>	<b>- 1 392</b>	<b>-1 677</b>	<b>- 632</b>

Le détail de l'endettement financier est fourni en Note 20.

La variation des postes est explicitée par le Tableau des flux de trésorerie consolidé.